

Marcel Mauss

ÉCRITS POLITIQUES

Textes réunis et présentés
par Marcel Fournier

*Ouvrage publié avec le concours
du Centre national du livre*

Fayard

Marcel Mauss, le savant et le citoyen

par Marcel Fournier

Lorsque nous avons entrepris l'inventaire des écrits politiques de Marcel Mauss, nous n'imaginions pas l'ampleur de la tâche. Mauss a beaucoup écrit dans ce domaine : près de deux cents textes, une œuvre considérable, sans compter deux ouvrages sur la nation et sur le bolchevisme qu'il a laissés inachevés¹. De cet ensemble, deux essais seulement ont été réédités : « The Problem of Nationality » et « La nation ». « Regrettons, écrivait Denis Hollier en 1972, que le public ne puisse encore lire les textes politiques [de Mauss] qui, indéniablement, forment un tout avec ses écrits ethnologiques². »

En comparaison, et pour des raisons évidentes, l'œuvre scientifique de Mauss est aujourd'hui bien connue. En 1950, l'année de sa mort, paraissait *Sociologie et anthropologie*, qui réunit une demi-douzaine de ses textes³. Vint ensuite, à la fin des années 60, la publication d'un *Mauss* (textes choisis) aux Presses universitaires de France⁴ et, plus

1. En plus des fragments de « La nation », le fonds Hubert-Mauss des Archives du Collège de France comprend quelques autres textes manuscrits, dont nous ignorons les modalités de publication : les comptes rendus de deux ouvrages, le premier sur *La Démocratie et les partis politiques* de Moisei Ostrogorskii, et le second sur l'ouvrage d'Agathon, *Les Jeunes Gens d'aujourd'hui*, un texte sur « L'action directe », une longue « Note préliminaire sur le mouvement coopératif », une série de petites notes que nous avons intitulées « Portraits » et une notice biographique de Paul Fauconnet.

2. Denis Hollier, « Ethnologie et sociologie. Sociologie et socialisme », *L'Arc*, 48 (Marcel Mauss), 1972, p. 1. Responsable de l'édition des *Œuvres*, Victor Karady avait songé à inclure dans le troisième volume le long essai de Mauss, « Appréciation sociologique du bolchevisme ». Mais la publication de ce texte tenant à la fois de l'analyse et de la polémique risquait de « donner une image par trop partielle de la sociologie politique de Mauss », et il y a finalement renoncé. (Victor Karady, « Présentation de l'édition », in Marcel Mauss, *Œuvres*, t. 1, Paris, Éditions de Minuit, 1968, p. XV, note 22.)

3. Paris, P.U.F., 1950. Le cœur de l'ouvrage est précédé d'une « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss » par Claude Lévi-Strauss et d'un « Avertissement » par Georges Gurvitch.

4. Jean Cazeneuve, *Mauss*, Paris, P.U.F., 1968.

important, l'édition des *Œuvres* en trois volumes aux Éditions de Minuit¹.

La distinction entre texte scientifique et écrit politique est souvent difficile à faire. Le seul fait, au tournant du siècle, de prendre la religion comme objet d'étude est un acte politique : la question religieuse est alors au cœur des débats (laïcité de l'école publique en 1882-1886, liberté des cultes à nouveau garantie en 1905 avec la séparation des Églises et de l'État), et déclarer, comme le fait Mauss en 1901, qu'« il n'existe pas de peuples dits non civilisés », qu'« il n'existe que des peuples de civilisations différentes² », c'est aussi s'attaquer à des préjugés communément partagés, y compris dans les milieux cultivés. Enfin, que dire de ses travaux sur le bolchevisme ? Mauss publie son « Appréciation sociologique du bolchevisme » dans une revue savante, la *Revue de métaphysique et de morale*. Mais s'agit-il d'un texte scientifique ou d'un écrit politique ?

Lorsqu'il présente ses titres et travaux au Collège de France, Mauss soulève lui-même la question : « Je ne crois pas que mes publications et même mon action scientifique et didactique dans le monde coopératif [...], que les extraits que j'ai publiés [d'] un ouvrage manuscrit sur le bolchevisme [...], mes communications sur la notion de nation et d'internationalisme aient été dénués d'intérêt scientifique et philosophique³. » Cependant, il maintient la distinction et prend le parti de ne « rien dire de [ses] articles politiques⁴ », qui relèvent de ce qu'il appelle ses « incursions dans le domaine du normatif » : ce sont des textes qui portent sur des questions d'actualité et qui, pour la plupart, sont publiés dans des journaux et des revues politico-intellectuelles.

1. Marcel Mauss, *Œuvres*, Paris, Éditions de Minuit, t. 1, 1968, t. 2 et 3, 1969. En 1971 paraissent encore, en poche, une sélection des textes publiés dans ces trois tomes, sous le titre *Essais de sociologie* (Paris, Éditions du Seuil, collection « Point », 1971).

2. Marcel Mauss, « L'enseignement de l'histoire des religions des peuples non civilisés à l'École des hautes études », *Revue de l'histoire des religions*, 1902, in Marcel Mauss, *Œuvres*, t. 2, Paris, Éditions de Minuit, 1969, p. 229.

3. Marcel Mauss, « L'œuvre de Mauss par lui-même » (1930), *Revue française de sociologie*, vol. XX, n° 1, janvier-mars 1979, p. 218.

4. Lettre de Marcel Mauss à « Mon cher Maître » (Antoine Meillet), 7 octobre 1929 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

Marcel Mauss est d'abord un savant. Sa vie est celle d'un *scholar* et, si l'on en croit Henri Lévy-Bruhl, elle ne présente guère en tant que telle de « traits saillants¹ ». Il y a les études : licence ès lettres à la faculté des lettres de Bordeaux (1893), agrégation de philosophie (1895), diplôme de l'École pratique des hautes études, séjours d'études en Hollande et en Angleterre. Puis se déroule la carrière : l'enseignement (à partir de 1901 et pendant plus de trente ans) à l'École pratique des hautes études, section des sciences religieuses (Histoire des religions des peuples non civilisés), et enfin, en 1930, l'élection au Collège de France (chaire de sociologie).

Né à Épinal, dans les Vosges, neveu et proche collaborateur d'Émile Durkheim, Marcel Mauss (1872-1950) est, très tôt, étroitement associé à la fondation de la sociologie et de l'anthropologie en France². C'est ainsi que sa vie scientifique s'organise, avant la Première Guerre, autour de la revue *L'Année sociologique*, fondée en 1898 par son oncle avec pour objectif de procéder, année après année, à l'inventaire des ouvrages récents en sciences sociales, non seulement français mais étrangers. Une tâche lourde, quelque peu ingrate, qui immobilise Durkheim et ses jeunes collaborateurs dans le travail bibliographique. Pour une large part, la production scientifique de Mauss à cette époque prend la forme de notes et de notices : plus de 460 comptes rendus d'ouvrages dans *L'Année sociologique* de 1898 à 1913.

Mauss s'intéresse à tout : à l'histoire des religions, à l'étude des langues orientales, à la philologie, à l'anthropologie, à la sociologie, aux statistiques. Ses principaux travaux, souvent réalisés en collaboration, se présentent comme des « essais » et des « esquisses³ », dont le

1. Henri Lévy-Bruhl, « In Memoriam. Marcel Mauss », *L'Année sociologique*, 3^e série (1948-1949), Paris, P.U.F., 1951, p. 2.

2. Les événements (et leur contexte) évoqués dans cette introduction sont évidemment développés dans notre *Marcel Mauss* (Paris, Fayard, 1994). Le lecteur s'y reportera s'il le souhaite. Le propos n'est pas le même ici.

3. « Essai sur la nature et la fonction du sacrifice » (1899, en collaboration avec Henri Hubert), « Sociologie » (1901, en collaboration avec Paul Fauconnet), « De quelques formes de classification » (1903, en collaboration avec Émile Durkheim), « Esquisse d'une théorie générale de la magie » (1904, en collaboration avec Henri Hubert), « Essai sur les variations saisonnières des sociétés eskimo » (1906, en collaboration avec Henri Beuchat), « Introduction à l'analyse de quelques phénomènes religieux » (1908, en collaboration avec Henri Hubert), « Essai sur le don » (1925).

plus justement célèbre, selon Claude Lévi-Strauss, est l'« Essai sur le don¹ ». Les *Mélanges d'histoire des religions* est le seul ouvrage qu'il publie en 1909 : on y trouve quelques-uns des textes qu'il a écrits en collaboration avec Henri Hubert². Sa thèse, qui porte sur la prière, demeurera inachevée. Difficulté d'écrire, trop grande dispersion ou manque de temps ? À moins que Mauss n'ait été trop distrait par la politique...

Très tôt, Mauss s'engage dans l'action politique. Mais sans l'affaire Dreyfus, puis la Grande Guerre 1914-1918, que serait-il devenu ? Peut-être, suivant l'exemple de Durkheim, se serait-il tenu à distance de la politique. Rien n'est moins sûr pourtant. L'oncle sensibilise son neveu aux questions sociales et l'initie à la sociologie ; la vie et l'époque feront le reste, de cet étudiant révolutionnaire un militant et un intellectuel, en d'autres mots un citoyen. « Citoyen Mauss » : c'est ainsi qu'on interpelle Marcel Mauss dans les assemblées politiques et lors des réunions du mouvement coopératif.

En politique, Mauss apparaît comme l'homme de la fidélité et du changement³, acceptant de mettre ses convictions à l'épreuve du temps et d'infléchir sa pensée en fonction des événements, de la conjoncture et des influences nouvelles. L'âge aussi joue son rôle : le « vieux » Mauss apparaît moins révolutionnaire que le « jeune », et, devenu plus modéré, il saura éviter, à sa gauche, les tentations du communisme et, à sa droite, la dérive du néosocialisme.

1. Claude Lévi-Strauss, « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss » (1950), in Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, P.U.F., 2^e édition, 1966, p. XXIV.

2. *Mélanges d'histoire des religions*, Paris, Alcan, 1909.

3. Mike Gane divise pour sa part la longue carrière politique de Mauss en « trois parties principales » : la période d'avant 1914, consacrée largement au travail dans le mouvement coopératif, la guerre, puis, après 1920, une nouvelle période marquée par l'engagement politique. (Mike Gane, « Institutional Socialism and the Sociological Critique of Communism », in Mike Gane (Ed.), *The Radical Sociology of Durkheim and Mauss*, Londres et New York, Routledge, 1992, p. 140.) En d'autres mots, un avant et un après (guerre) : c'est là une division facile, trop évidente, et qui ne veut pas dire grand-chose.

Premiers engagements

Face à la politique, Mauss adopte très tôt une attitude différente de celle de son oncle, qui, à quelques exceptions près (l'affaire Dreyfus, la Seconde Guerre mondiale), refuse de prendre directement part aux débats politiques, bien que, comme le remarque Mauss lui-même, « les questions sociales sont au fond de ses préoccupations¹ ». Le problème de la solidarité (ou de la « dissolution sociale ») est en effet au centre de ses études sur *La Division du travail social* et *Le Suicide* : comment protéger les individus contre le « mal de l'infini » ? Comment conjurer l'anomie ? Durkheim s'interroge sans cesse sur les moyens d'organiser la vie économique et sociale et de ménager aux hommes un milieu social qui leur soit favorable. Mais il n'en démord pas : le savant n'a rien à faire dans l'arène politique...

Ami de Jaurès, l'oncle s'intéresse pourtant aux idées socialistes : il lit Marx et Saint-Simon, publie en 1892 une « Note sur la définition du socialisme » dans la *Revue philosophique*, et consacre en 1895-1896 son cours de sociologie à l'histoire du socialisme. Ses travaux retiennent l'attention des socialistes et l'importance qu'il accorde à l'appartenance au groupe professionnel frappe les esprits. Georges Sorel le cite à maintes reprises dans plusieurs articles qu'il publie dans *Le Devenir social*, tandis que le syndicalisme révolutionnaire s'en nourrit².

1. Sur Durkheim et la politique, voir Pierre Birnbaum, « Préface », in Émile Durkheim, *Le Socialisme* (1928), Paris, P.U.F., 1976 ; Bernard Lacroix, *Durkheim et le politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981 ; Jean-Claude Filloux, « Introduction », in Émile Durkheim, *La Science sociale et l'action*, Paris, P.U.F., collection « SUP », 1970 ; Jean-Claude Filloux, *Durkheim et le socialisme*, Genève, Librairie Droz, 1977 ; Anthony Giddens (Ed.), *Durkheim on Politics and State*, Cambridge, Polity Press, 1986 ; Steven Lukes, *Émile Durkheim, His Life and Work*, New York, Harper and Row, 1972 ; Jennifer Mergy, « Totem et drapeau. Le symbolisme collectif chez Durkheim », *Durkheimian Studies*, nouvelle série, vol. 2, 1996, pp. 99-121.

2. Marcel Mauss, « Introduction », in Émile Durkheim, *Le Socialisme* (1928), Paris, P.U.F., 1971, p. 28. Dans « Socialisme et bolchevisme », constatant une parenté, voire une filiation, entre la théorie durkheimienne du groupe professionnel et la pratique des soviets, Mauss réaffirme que « les plus vieilles idées de Georges Sorel proviennent de

Lorsqu'il éditera les leçons de son oncle sur *Le Socialisme*, Mauss écrira : « [Durkheim] "sympathisa", comme on dit maintenant, avec les socialistes, avec Jaurès, avec le socialisme. » Et il ajoutera : « Il ne s'y donna jamais¹. » C'est ce qui distingue l'oncle du neveu. Durkheim résiste à l'idée de « se soumettre à un parti de discipline, surtout international » ; il s'oppose à toute action « politique et politicienne » à « caractère violent », « de classe », et « plus ou moins ouvriériste ». Mauss est parfaitement conscient des réticences de son oncle ; il sait aussi que, de son point de vue, le sociologue ne doit pas avoir l'ambition de faire une « carrière proprement politique » et qu'il doit, plus modestement, être un « conseiller, un éducateur » et agir par le livre, la conférence ou les œuvres d'éducation populaire². Mais est-ce suffisant ? Ne faut-il pas aussi « agir en socialiste » ?

Dès ses études à la faculté des lettres de Bordeaux (1890-1893), Marcel Mauss fait ses premières classes en politique : il fréquente le Groupe des étudiants socialistes, côtoie Marcel Cachin (1869-1958), qui est alors un guesdiste inconditionnel engagé à temps plein dans l'action militante, et adhère au Parti ouvrier français. À Paris, où il prépare l'agrégation de philosophie, il renoue avec les milieux étudiants et socialistes et milite au Groupe des étudiants collectivistes, un mouvement de jeunes qui entend ménager aux étudiants une place dans les partis socialistes, mais contribue aussi à la définition du socialisme lui-même. Les étudiants sont alors à la recherche (déjà !) d'une sorte de « troisième voie », à la fois humaniste et scientifique.

En 1895, au moment où il entreprend ses études d'histoire des religions et de philologie à l'École pratique des hautes études, Mauss

théories de Durkheim, et que Lénine a reconnu l'influence que Sorel avait exercée sur lui ». (Marcel Mauss, « Socialisme et bolchevisme », *Le Monde slave*, 2^e série, 2^e année, n° 2, février 1925, p. 210.) Signalons toutefois que cette thèse de la filiation Durkheim-Sorel-Lénine, comme le note Ben Brewster, ne tient pas. (Voir Ben Brewster, « A Sociological Appreciation of Bolshevism », *Economy and Society*, vol. 13, n° 1, 1984, p. 378.)

1. Marcel Mauss, « Introduction », in Émile Durkheim, *Le Socialisme*, op. cit., p. 29.

2. Émile Durkheim, « L'élite intellectuelle et la démocratie », *Revue bleue*, 1904, in Émile Durkheim, *Textes*, t. 1, Paris, Éditions de Minuit, 1971, pp. 26-81.

anime, avec ses amis, les frères Edgar et Albert Milhaud, la Ligue démocratique des écoles. Le premier texte politique du jeune agrégé est un compte rendu de l'ouvrage de Guillaume de Groef, *L'Évolution des croyances et des doctrines politiques* (Paris, Alcan ; Bruxelles, Mayo-lez, 1895) publié dans *Le Devenir social*¹. Le jeune Mauss est alors un de ces étudiants militants désireux de porter « un coup fatal à la dictature intellectuelle de la bourgeoisie » : il cherche, selon le mot d'ordre d'Hubert Lagardelle dans le premier numéro (janvier 1895) de la revue *La Jeunesse socialiste*, à « développer une conscience socialiste chez les étudiants et les enseignants ».

De décembre 1897 à juillet 1898, Mauss voyage en Hollande et en Angleterre : il y rencontre des chercheurs et des professeurs, étudie la science des religions et entreprend, en collaboration avec son ami Henri Hubert, la rédaction de son premier grand texte scientifique, l'« Essai sur la nature et la fonction du sacrifice », qui sera publié dans *L'Année sociologique*². Mauss se convainc alors qu'il peut exercer une action

1. Créée en 1895 par Paul Lafargue et Alfred Bonnet, deux marxistes de la première heure, *Le Devenir social* est une « revue internationale d'économie, d'histoire et de philosophie » qui, comme d'autres périodiques de création récente – *L'Ère nouvelle* (1893), *La Jeunesse socialiste* (1895) – proches du mouvement socialiste, cherche à mieux faire connaître au public français les théories de Marx. L'ambition de la revue est théorique. On y trouve des textes d'Engels, Plekhanov, Vandervelde, Labriola, Lafargue, Sorel, mais aucun article de Jaurès. Il est vrai que, dans l'équipe, personne n'aime Jaurès, à commencer par Lafargue lui-même (Christophe Prochasson, « Jaurès et les revues », in Madeleine Rebérioux et Gilles Candar (dir.), *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Éditions ouvrières, 1995, pp. 120-121). La rédaction est ouverte à la sociologie : on publie dans la revue des textes de Paul Fauconnet et de Henri Hubert, deux amis de Mauss, et on y discute des ouvrages de Durkheim, Le Bon, Tarde, Gaston Richard. Science et politique sont à ce point imbriquées qu'Hubert Bourgin parlera à propos du *Devenir social* et de ses collaborateurs de « socialo-sociologie ».

Marcel Mauss a publié deux autres comptes rendus d'ouvrages savants dans cette revue. Il s'agit de : compte rendu de Célestin Bouglé, *Les Sciences sociales en Allemagne. Les méthodes actuelles* (Paris, Alcan, 1896), in *Le Devenir social*, 3^e année, n° 4, pp. 369-374 ; compte rendu de Roisel, *L'Idée spiritualiste* (Paris, Félix Alcan, 1896), in *Le Devenir social*, 3^e année, n° 4, pp. 382-383.

2. « Essai sur la nature et la fonction du sacrifice », *L'Année sociologique*, 2, 1899, pp. 29-138, in op. cit., *Œuvres*, t. 1, pp. 93-307. Il y est question de contrat, de rachat, de peine, de don, d'abnégation. L'« Essai » comporte une conclusion qui à l'origine devait être une « conclusion sociologique et de morale (rapport de l'individu à la

sociale en se consacrant à la seule « étude [pure] des phénomènes sociaux (religion en particulier)¹ ». Mais c'est compter sans le « délire nationaliste », la « folie conquérante, militariste, nationaliste »², qu'engendre l'affaire Dreyfus.

Lorsque Mauss rentre, Paris est en pleine tourmente. Son choix est fait : il se range dans le camp des dreyfusards et devient un assidu de la librairie Bellais, où il retrouve Lucien Herr, bibliothécaire de l'École normale supérieure, et Charles Andler, maître de conférences d'allemand. Mauss a pour Herr un grand respect : il admire chez lui la force, le savoir et le bon sens. À l'École normale supérieure se constitue alors, autour de Herr et de Andler, une sorte d'avant-garde³. Un bataillon ? Tout au plus, précisera Mauss, « une minorité consciente, solide, constante, et capable d'adopter la dure vie du militant socialiste, sans se laisser balloter des vaines logomachies anarchistes aux rodомontades chauvines⁴ ». Évoquant cette période, Charles Péguy se souviendra avec ravissement de la séduction qu'exerce alors le socialisme : « Un

société) ». Mauss aurait en effet souhaité aborder la question du sacrifice à la patrie, tel qu'il est institué par le service militaire obligatoire : faut-il donner sa vie pour elle ? Même s'ils se refusent finalement à donner une dimension explicitement politique à leur analyse, Henri Hubert et Marcel Mauss se font néanmoins les avocats du juste milieu entre l'individualisme et l'altruisme, considérant qu'un individu ne doit jamais complètement s'effacer pour se donner à la patrie. Autrement dit, la défense d'une nouvelle morale laïque et républicaine ne doit pas nécessairement conduire à l'abdication de soi, au sacrifice civil. Rien d'étonnant à ce qu'ils se soient l'un et l'autre portés spontanément à la défense d'un innocent, le capitaine Dreyfus, sacrifié sur l'autel de la raison d'État.

1. Marcel Mauss, « L'action socialiste », conférence du 15 mars 1899, Cercle des étudiants collectivistes, p. 1 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France). Une version modifiée du texte paraît sous le titre « L'action socialiste », *Le Mouvement socialiste*, 15 octobre 1899, pp. 449-462.

2. Marcel Mauss, « La guerre du Transvaal », *Le Mouvement socialiste*, 1^{er} juin 1900, pp. 644-645.

3. Christophe Charle, « Les Normaliens et le socialisme (1867-1914) », in Madeleine Rebérioux et Gilles Candar (dir.), *Jaurès et les intellectuels*, op. cit., p. 137. Voir aussi Robert John Smith, « L'atmosphère politique à l'École normale à la fin du XIX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1974, pp. 248-268 ; Lucien Mercier, *Les Universités populaires, 1899-1914*, Paris, Éditions ouvrières, 1986.

4. Marcel Mauss, « Les jeunes gens d'aujourd'hui et Agathon », texte manuscrit s.d. signé Criton [1910]. (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France.)

socialisme jeune, un socialisme nouveau, un socialisme grave, un peu enfant – mais c'est ce qu'il faut pour être jeune – un socialisme jeune homme venait de naître¹. » C'est à cette époque que Mauss rencontre Péguy. Une amitié de courte durée : Mauss ne supporte pas ce qu'il appelle les « excès d'ambition, d'imprudence et de véritable déraison » de ce « Rousseau des temps actuels ». « Je rompis à cette époque définitivement avec Péguy, écrira-t-il, et ne lui adressai plus jamais ni un mot ni un salut². »

Mauss n'est pas lui-même normalien, mais il partage, avec les étudiants socialistes de la rue d'Ulm, plusieurs traits communs³. Son engagement politique favorise sans aucun doute son intégration dans le milieu universitaire parisien. Ses amis (Henri Hubert, Paul Fauconnet, Edgar Milhaud, François Simiand), pour la plupart normaliens, optent pour l'histoire ou la philosophie, deux disciplines traditionnellement critiques, s'intéressent à de nouveaux domaines de recherche (dont la sociologie) et partagent le même idéal politique. Science ou politique ? Ils refusent de choisir ou, plus exactement, ils cherchent à concilier les deux : ils veulent poursuivre leurs études et faire une carrière universitaire tout en contribuant à la politique au jour le jour à travers leurs œuvres et l'enseignement extra-universitaire. Cette stratégie à risque contraint parfois à faire de lourds sacrifices : acceptation de positions

1. Gérald Leroy, *Péguy. Entre l'ordre et la révolution*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981, p. 34.

2. Marcel Mauss, « Portraits » (1928) (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France.)

3. Comme le note Christophe Charle, les normaliens socialistes proviennent des groupes sociaux les moins favorisés parmi ceux qui envoient leurs enfants dans l'école de la rue d'Ulm. C'est ainsi par exemple que les pères petits commerçants et employés sont sur-représentés dans cette catégorie : Léon Blum (1872-1950), père négociant en rubans, Hubert Bourgin (1874-1955), père représentant de commerce, Henri Hubert (1872-1927), père marchand bonnetier et rentier, Paul Langevin (1872-1946), père employé puis comptable, Albert Mathiez (1874-1932), père cultivateur puis aubergiste. (Christophe Charle, « Les Normaliens et le socialisme (1867-1914) », op. cit., pp. 139-141.) Le père de Marcel Mauss, Gerson (1834-1896), est négociant et entrepreneur en broderies.

mal payées (de bibliothécaire, par exemple), malcommodes (professorat prolongé en province), moins cotées, etc.¹.

Il n'est plus question, pour Mauss, de se contenter du travail professionnel bien accompli. Le jeune intellectuel s'engage sans réserve dans l'action socialiste : cours sur le mouvement syndical, ouvrier et social à la Bourse du travail, conférences sur la coopération à l'université populaire du V^e arrondissement, publication d'articles dans *Le Mouvement socialiste* et de comptes rendus dans *Notes critiques*². Cette forme

1. *Ibid.*, p. 152.

2. Fondée en 1900, *Notes critiques. Sciences sociales*, est une initiative de la Société nouvelle de librairie et d'édition : il s'agit d'un bulletin bibliographique, dont le secrétariat de la rédaction est confié à François Simiand. Entre 1901 et 1904, Mauss y publie une quinzaine de comptes rendus d'ouvrages relevant pour la plupart de l'histoire des religions et de l'ethnographie. Il s'agit de : compte rendu de Mary H. Kingsley, *West African Studies* (2^e éd. aug., Londres, Macmillan, 1901, 507 p.), in *Notes critiques*, 2^e année, 25 avril 1901, p. 99 ; compte rendu de M.W. de Visser, *De Graecorum diis non referentibus speciem humanam* (Leiden, Los, 1900, 283 p.), in *Notes critiques*, 2^e année, 1901, pp. 197-198 ; compte rendu de K.H. de Jong, *De Apuleio Isiacorum mysteriorum teste* (Leiden, Brill, 1900, 152 p.), in *Notes critiques*, 2^e année, 1901, p. 198 ; compte rendu de J.G. Frazer, *The Golden Bough. A Study in Magic and Religion* (2^e éd. aug., Londres, Macmillan, 1900), in *Notes critiques*, 2^e année, 25 octobre 1901, p. 228 ; compte rendu de E. Murisier, *Les Maladies du sentiment religieux* (Paris, Alcan, 1901, 175 p.), in *Notes critiques*, 2^e année, 25 novembre 1901, pp. 260-262 ; compte rendu de E. Crawley, *The Mystic Rose. A Study of Primitive Marriage* (Londres, Macmillan, 492 p.), in *Notes critiques*, 3^e année, 1902, pp. 71-72 ; compte rendu de Ch. Letourneau, *La Psychologie ethnique* (Paris, Reinwald, 1901, 556 p.), in *Notes critiques*, 3^e année, avril 1902, pp. 97-98 ; compte rendu de H. Schurtz, *Altersklassen und Männerbünde. Eine Darstellung der Grundformen der Gesellschaft* (Berlin, Reiner, 1902, 452 p.), in *Notes critiques*, 3^e année, juillet 1902, pp. 193-194 ; compte rendu de C. Haddon, *Head Hunters, Black, White, and Brown* (Londres, Methuen, 1901), in *Notes critiques*, 3^e année, juillet 1902, pp. 195-196 ; compte rendu de Eduard von der Goltz, *Das Gebet in der ältesten Christenheit. Eine geschichtliche Untersuchung* (Leipzig, Hinrichs, 1902, 368 p.), in *Notes critiques*, 4^e année, janvier 1903, pp. 7-9 ; compte rendu de S.R. Steinmetz, *Rechtsverhältnisse von eingeborenen Völkern in Africa und Oceanien. Beantwortungen des Fragebogens der Internationalen Vereinigung für vergleichende Rechtswissenschaft und Volkswirtschaftslehre zu Berlin. Bearbeitet im Auftrage der Vereinigung* (Berlin, Julius Springer, 1903, 455 p.), in *Notes critiques*, 4^e année, avril 1903, pp. 102-104 ; compte rendu de Elie Reclus, *Les Primitifs, études d'ethnologie comparée* (Paris, Schleicher, 1903), in *Notes critiques*, 4^e année, 1903, p. 167 ; compte rendu de Minnie Martin, *Basutoland : its Legends and Customs*

d'engagement comporte indiscutablement une forte dose d'altruisme, et les militants de cette cause sont prêts au sacrifice : le socialisme est un « nouveau système de peines et de récompenses », écrit Mauss lui-même, et si l'on veut « améliorer le sort de l'individu », il faut, pense-t-il, demander à chacun « la subordination et le sacrifice » et « lui faire sentir la collectivité¹ ». Les valeurs qu'il met en avant sont alors la générosité, la solidarité, l'abnégation.

Le premier grand texte politique de Mauss, « L'action socialiste », paraît en octobre 1899 dans *Le Mouvement socialiste*, une revue militante fondée par Hubert Lagardelle. À la une du premier numéro, un article de Jaurès : « L'unité socialiste ». La revue a pour objectif de créer l'unité : « Nous inspirant de la méthode réaliste de Marx, nous opposerons à l'unité des dogmes l'unité des tendances générales². » L'action des intellectuels (et surtout l'éveil des étudiants au socialisme scientifique) suscite d'intenses débats théoriques.

L'action socialiste, telle que la conçoit Mauss, n'est ni spontanée, ni mystique, elle ne conduit ni à la révolte ni à l'émeute. Elle se doit au contraire d'être « consciente », « rationnelle », mais également « humanitaire », c'est-à-dire préoccupée de justice, de droit et de liberté, de se consacrer à la défense des intérêts de l'humanité. C'est « une action de transformation de la société » : elle pose la question sociale dans son intégrité et embrasse l'ensemble des phénomènes sociaux. La tradition dans laquelle il s'inscrit est donc, au-delà des divergences qui peuvent

(Londres, Nichols, 1903, 177 p.), in *Notes critiques*, 4^e année, juillet 1903, p. 195 ; compte rendu de André Lefèvre, *Germaines et slaves. Origines et croyances* (Paris, Schleicher, 1903, 320 p.), in *Notes critiques*, 4^e année, juillet 1903, p. 196 ; compte rendu de D. Chantepie de La Saussaye, *Manuel d'histoire des religions* (traduit à partir de la seconde édition allemande, sous la direction de H. Hubert et I. Lévy, Paris, Colin, 1904, 714 p.), in *Notes critiques*, 5^e année, juin 1904, pp. 176-177. Il analyse souvent les mêmes ouvrages dans *L'Année sociologique*. Le seul ouvrage proprement politique que recense Mauss est un annuaire en langue anglaise, *The Cooperative Wholesale Societies Limited Annual* dont le compte rendu est publié ici.

1. Marcel Mauss, « L'action socialiste », *op. cit.*

2. « Déclarations », *Le Mouvement socialiste*, 1, 1^{er} janvier 1899, p. 5. Voir Marion de Flers, « *Le Mouvement socialiste (1899-1914)* », *Cahiers Georges Sorel*, 5, 1987, pp. 49-78.

opposer tel à tel, celle de Guesde, de Jaurès et de Vaillant : « une tradition à la fois révolutionnaire et républicaine¹ ».

À l'instar de nombreux jeunes intellectuels, Mauss veut contribuer à l'émergence d'un socialisme unitaire, bien éloigné de l'intransigeance des guesdistes. Jaurès en sera la figure symbolique. Pour cet « homme unique », Mauss éprouve la plus grande admiration : Jaurès est, écrit-il, « non seulement un héros, mais encore un fort et un sage² ». Toute division, toute « critique perpétuelle des individus³ » irrite Mauss, comme celle que pratiquent Lagardelle et Sorel : « Il faut organiser le parti⁴ », tel est le mot d'ordre qu'il lance en décembre 1899 à la veille du premier Congrès général du Parti socialiste français à la salle Japy. Il adhère alors au Groupe d'unité socialiste, pendant politique de la Société nouvelle de librairie et d'édition, et participe au congrès : « Dès aujourd'hui, l'union, sinon l'unité, est possible, écrit-il. Elle se fera, croyons-nous⁵. »

Mauss apparaît très tôt comme un homme de parti, se disant même « très épris de discipline ouvrière, de parti », et il est fier de son appartenance au « parti de la classe ouvrière, au parti de réformes et de révolution sociales⁶ ». Il s'agit, écrit-il, d'un groupement politique qui est « dépositaire des intérêts vrais de toute la partie active de la société », « l'agitateur de la question sociale dans son intégralité » et « l'agent de la société future⁷ ». Singularité, beauté, grandeur et profondeur, telles sont les caractéristiques de l'action socialiste.

1. Marcel Mauss, « Avant le congrès. Double question », *L'Humanité*, 10 décembre 1920, p. 2.

2. Marcel Mauss, « Conseils de Jean Jaurès pour une Révolution russe », *La Vie socialiste*, 30 juillet 1921, p. 2.

3. Brouillon de lettre de Marcel Mauss à Hubert Lagardelle, 10 décembre 1900 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

4. Marcel Mauss, « Le congrès. Ses travaux : l'union et la question ministérielle », *Le Mouvement socialiste*, 1^{er} décembre 1899, pp. 642-643.

5. *Ibid.*, p. 641.

6. Marcel Mauss, « Le jugement de la Haute Cour et la propagande socialiste », *Le Mouvement socialiste*, 1^{er} février 1900, p. 130.

7. Marcel Mauss, « L'action socialiste », *op. cit.*, pp. 450-452.

Intellectuel et militant

L'union se fera, le Parti socialiste retrouvera son unité et, en 1905, se donnera un nouveau nom, S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière). « Respectueusement et absolument dévoué » à Jaurès, Mauss adhère au nouveau parti et devient l'un de ses dix représentants au conseil d'administration de la nouvelle société responsable de la publication de *L'Humanité* (fondée en 1904). Au sein de l'équipe du journal, des amis et militants du Groupe d'unité socialiste détiennent des postes clés : politique étrangère (Lucien Herr, Charles Andler), mouvement syndical (Albert Thomas), questions économiques (Edgar Milhaud). Mauss a contribué financièrement à la fondation du journal en acquérant vingt actions ; il participera aux assemblées générales et se rendra régulièrement à la salle de rédaction, muni de sa carte de journaliste. Il est, avec Philippe Landrieu, responsable de la chronique « Coopératives » à *L'Humanité*.

En 1904 et 1905, Mauss publie dans le quotidien socialiste une dizaine d'articles, dont plus de la moitié portent sur des expériences ou des événements étrangers, auxquels il a participé en tant qu'« envoyé spécial » : Congrès des coopératives allemandes à Hambourg, congrès de Budapest, Congrès des coopératives anglaises à Paisley. Il accepte également des missions et, se rend ainsi, en 1906, « un peu malgré [lui] », en Russie. Jaurès le lui a demandé¹. Le voyage en question se révélera un peu inutile, puisque, au moment où il arrive à Saint-Petersbourg, le tsar dissout la Douma.

À *L'Humanité*, le journalisme que pratique Mauss n'est pas purement doctrinal. Il est bien plutôt tourné vers l'information et l'éducation : le jeune universitaire signale ainsi la parution d'ouvrages spécialisés, l'ouverture de tel restaurant coopératif ou de telle Maison du peuple, la tenue des congrès à l'étranger. Ce travail de propagande est trop souvent négligé, déplore-t-il : « Personne n'éduque », écrit-il à maintes

1. « Je prie nos amis russes de considérer que M. Mauss me représente pleinement en tout ce qui touche les intérêts du journal *L'Humanité*, et d'avoir en lui la confiance qu'ils auraient en moi. » (Lettre de Jean Jaurès à Monsieur, 18 juillet 1906.) Archives de la famille Mauss.

reprises. « L'effort est presque nul¹. » Et pourtant, « aucun effort n'est mieux placé que celui qui nous attache de nouveaux membres, resserre les liens que certains membres laissent dénouer² ». Qu'il s'agisse de la formation des cadres ou de l'éducation des masses, c'est là, répétera-t-il au lendemain de la guerre, « le meilleur placement³ ».

Soucieux de mettre en pratique les théories, Mauss s'engage personnellement dans la coopération : dès 1896-1897, il adhère à la société L'Avenir de plaisance, une petite coopérative de consommation où il rencontre Georges Fauquet, alors étudiant en médecine. Quelques années plus tard, en mars 1900, il fonde lui-même une coopérative avec son ami Philippe Landrieu, ancien membre du Groupe des étudiants collectivistes et collaborateur au *Mouvement socialiste*. Située au 84 de la rue Barrault, dans le XII^e arrondissement, cette nouvelle coopérative, qu'on appelle tout simplement la Boulangerie, entend couvrir tout le secteur de la « boulangerie, pâtisserie, biscuits et petits fours ».

Délégué de la Coopérative socialiste, Mauss assiste au 1^{er} Congrès national et international des coopératives socialistes qui se tient à Paris du 7 au 10 juillet 1900. Il y présente le « Rapport sur les relations internationales⁴ ». Quelques jours plus tard, il participe aussi, avec d'autres délégués socialistes, au Congrès officiel du Comité central des coopératives.

L'intérêt pour l'association volontaire (coopératives, sociétés d'assurance, mutuelles, syndicats) n'est pas nouveau : déjà, les républicains,

1. Marcel Mauss, « Mouvement coopératif. Propagande coopérative », *L'Humanité*, 3 janvier 1905.

2. Marcel Mauss, « Canevas », *L'Action coopérative*, 17 janvier 1920, p. 1.

3. Marcel Mauss, « L'éducation coopérative en Allemagne », *L'Action coopérative*, 14 août 1920, p. 2.

4. Dans son rapport, Mauss présente un véritable programme d'intercoopération et propose tout un ensemble de projets : création d'un secrétariat permanent des coopératives socialistes internationales, aide et appui, au niveau international, entre toutes les coopératives socialistes (par exemple pour l'achat en gros des vins), fondation d'une banque internationale des coopératives ouvrières, organisation d'un service international d'assurance (assurance incendie, assurance accidents, assurance vie et assurance maladie) entre coopératives et coopérateurs. (*Premier Congrès national et international des coopératives socialistes tenu à Paris les 7, 8, 9 et 10 juillet 1900*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1900.)

partisans du marché libre, y avaient vu un correctif à la compétition excessive et un moyen, pour les plus faibles, de se défendre et d'acquiescer le sens de la coopération et une plus grande confiance en soi¹. L'importance que Mauss, pour sa part, accorde au mouvement coopératif tient à l'idée qu'il se fait de la solidarité et de la démocratie : la République doit être « sociale ».

Tout ne se joue donc pas dans l'arène politique, et il faut se préoccuper de la vie associative. La coopération constitue, aux yeux de Mauss, une « forme spontanée et non obligatoire de la démocratie » ; c'est à la fois un « exemple de propriété collective » et une « œuvre de la solidarité ouvrière et populaire ». Et si elle est socialiste, tant mieux : la coopération devient alors le moyen d'améliorer le bien-être de ses membres, tout en contribuant à l'« émancipation générale du prolétariat² ».

La question de la coopération suscite alors bien des interprétations. L'une des plus influentes, d'inspiration sociale-chrétienne, est diffusée par l'école de Nîmes, selon laquelle la coopérative de consommation n'est en rien un instrument d'émancipation sociale. L'un des principaux théoriciens de cette école, Charles Gide, définit le coopératisme comme une troisième voie entre le capitalisme et le collectivisme : son objectif ultime est de bâtir une « république coopérative ». Voilà, pense-t-il, un régime qui pourrait résoudre la question sociale en évitant l'expédient dangereux et ruineux de la révolution.

Au moment de son entrée dans le mouvement, Mauss y a cru : le mot d'ordre est alors de « former de vastes fédérations » (pour les achats, la production, l'administration) et de construire une sorte d'« État³ ». L'idée est séduisante, mais Mauss l'abandonne rapidement :

1. Philip Nord, « Les origines de la Troisième République en France (1860-1885) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 116-117, mars 1997, p. 63.

2. Marcel Mauss, « L'action socialiste », *op. cit.*, p. 458 ; Marcel Mauss, « Le Congrès international des coopératives socialistes », *Le Mouvement socialiste*, 15 octobre 1900, p. 500.

3. Marcel Mauss, « Rapport sur les relations internationales », intervention au Premier congrès national et international des coopératives socialistes tenu à Paris les 7, 8, 9 et 10 juillet 1900, *op. cit.*, p. 153.

toute société est, de son point de vue, « un complexe d'économies souvent opposées », et « l'économie coopérative en est une¹ ».

Jusqu'à la fin des années 1890, alors même que la coopération connaît un important essor, le mouvement socialiste lui demeure hostile : on craint que la coopération ne détourne la classe ouvrière du vrai combat révolutionnaire en posant de façon inadéquate le problème de l'appropriation des moyens de production. Hubert Lagardelle parle ainsi de la coopérative de consommation comme « d'une duperie, née d'une ignorance grossière du mécanisme capitaliste ». La distance, affirme-t-il, qui sépare l'action révolutionnaire de la coopération est la même que celle qui « sépare l'instinct de classe de la conscience de classe² ».

Mauss intervient dans le débat, et, tout en se disant socialiste et ouvrieriste, il cherche à tout prix à préserver l'autonomie du mouvement coopératif³. Il convertit ainsi Jaurès à la coopération. Le leader socialiste veut désormais lui aussi réaliser « l'harmonie profonde de la coopération et du socialisme », non sans respecter l'autonomie de chaque forme d'action. Aux coopérateurs, celui-ci dit : « Entrez dans le socialisme. » Et aux socialistes, il dit : « Entrez dans les coopératives⁴. »

Liberté et égalité, certes, mais aussi fraternité, la « fraternité humaine⁵ ». Tel est, selon Mauss, l'horizon de l'action. Et il n'est pas question d'attendre le grand soir : le changement peut se faire immédiatement, au sein même de la société capitaliste » ; on peut donc « vivre

1. Marcel Mauss, « Note préliminaire sur le mouvement coopératif et spécialement le mouvement coopératif de consommation, plus spécialement sur le mouvement coopératif français », s.d. [1936], p. 7 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

2. Hubert Lagardelle, compte rendu de D. D. Bancel, *La Coopération devant les écoles sociales*, in *Le Devenir social*, 3^e année, n^{os} 8-9, août-septembre 1897, pp. 755-758.

3. Marcel Mauss, « Note préliminaire sur le mouvement coopératif... », *op. cit.*, p. 2.

4. « Rapport sur les relations internationales », *Premier Congrès national et international des coopératives socialistes tenu à Paris les 7, 8, 9 et 10 juillet 1900*, *op. cit.*, p. 121.

5. Marcel Mauss, « La guerre du Transvaal », *op. cit.*, p. 641.

tout de suite la vie socialiste, la créer de toutes parts¹ ». Les idées que présente Mauss dans ses premiers articles politiques sont celles qu'il défendra toute sa vie : critique des doctrines anarchistes et opposition à la violence ; référence à Saint-Simon, Lassalle et Marx, mais aussi à Durkheim, Vandervelde et Sidney Webb ; refus des « dogmes étroits » et du marxisme en tant que bible ; mise au second plan de l'action politique – la « sphère étroite et abstraite de la politique pure² » – et valorisation de deux autres modes d'action : le syndicalisme et la coopération. C'est là, au sein d'un mouvement socialiste français tiraillé entre l'anarchisme et l'action parlementaire, une position originale et difficile à tenir.

Très actif au sein du parti et dans le mouvement coopératif, Mauss reste confronté au même dilemme : comment mener une telle activité sans sacrifier sa vie de savant³ ? Mauss se refuse pourtant à renoncer à ses responsabilités au conseil d'administration de *L'Humanité*, quand bien même sa contribution proprement journalistique se fait alors plus rare : une notice intitulée « La Maison du peuple » en 1907 et, en 1911, au moment où le Maroc devient un « baril de poudre », deux courts textes sur l'« affaire d'Oudjda⁴ ».

1. Marcel Mauss, « L'action socialiste », *op. cit.*, p. 456. Dans « L'action directe » (un texte inédit de 1910), Mauss donne la définition suivante de la révolution : « Une révolution – la révolution sociale, celle des travailleurs plus que toute autre – c'est la transformation des systèmes de droits ou de parties de systèmes de droits sans respect des droits acquis. On dépossède une classe de son pouvoir politique, de son autorité sociale, de sa richesse économique, de ses privilèges. Voilà une révolution. »

2. Marcel Mauss, « Les coopératives et les socialistes », *Le Mouvement socialiste*, 1^{er} février 1901, p. 135.

3. Comment concilier le travail intellectuel avec l'engagement militant ? Ses amis lui conseillent de reprendre vigoureusement son travail et d'achever rapidement sa thèse sur la prière : Mauss doit en effet se préparer à toutes les éventualités, et, pourquoi pas, comme le pressent Lucien Herr, à entrer au Collège de France. « Vous savez aussi, lui écrit Lucien Herr, que, dans la société présente, des titres universitaires et scientifiques éminents donnent à l'action pratique une autorité et une valeur qu'elle n'aurait pas nécessairement sans eux. » (Lettre de Lucien Herr à Marcel Mauss, 8 septembre 1906. Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France.)

4. Sur cette question, Mauss va plus loin que son parti, et demande l'évacuation : « La morale, c'est, conclut-il, qu'il ne faut au Maroc, puisque Maroc il y a maintenant, ni militaires métropolitains ni diplomates. » (Marcel Mauss, « L'affaire d'Oudjda. Pillages et spéculations », *L'Humanité*, 28 octobre 1911, p. 1.)

La « vie socialiste » continue : signature de pétitions¹, cours sur la coopération à l'École socialiste, conférences devant le Groupe des étudiants collectivistes et dans les universités populaires, participation aux discussions du Groupe d'études socialistes fondé en 1908 par son ami Robert Hertz. L'objectif de ce groupe est de mettre à la disposition des militants socialistes une documentation de qualité, d'élaborer des solutions concrètes et pratiques aux problèmes immédiats, et, enfin, de mieux adapter la doctrine à la réalité. Une façon de mettre la sociologie, celle de Durkheim, au service du socialisme. Une façon aussi de se faire les « lointains héritiers » de Saint-Simon, qui, pour Mauss, demeure le modèle : il est « l'homme qui a fondé à la fois la sociologie et le socialisme, la spéculation positive et la pratique positive en matière "sociale"² ».

Pacifiste et internationaliste

Lorsque dans l'immédiat avant-guerre, on assiste à la progression de l'antimilitarisme, Mauss s'engage à nouveau : publication d'un article sur la mobilisation des réservistes en octobre 1913 dans *L'Humanité*, rédaction de la pétition « Pour la dignité nationale. Contre l'affolement militaire », signature d'une autre pétition contre le service de trois ans (*L'Humanité*, 13 mars 1913). Pacifiste et internationaliste, Mauss fait sien le slogan de l'Internationale socialiste, « Guerre à la guerre ». En juin 1913, il publie, dans la *Revue de l'enseignement primaire et pri-*

1. Lorsqu'en 1910 éclate une « seconde affaire Dreyfus » après la condamnation à mort du secrétaire du comité de grèves des dockers du Havre, Jules Dorand, accusé d'avoir assailli un chef d'équipe « jaune », Mauss répond à l'appel lancé par Jaurès dans le quotidien et se joint à d'autres intellectuels – Charles Andler, Lucien Herr, etc. – pour demander au président de la République la grâce et la révision. Voir Madeleine Rebérioux, « Jaurès et l'affaire Durand », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, octobre 1961.

2. Marcel Mauss, « Saint-Simon et la sociologie », *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 10 mai 1925, p. 243.

maire supérieur, un article intitulé « Le conflit franco-allemand¹ ». C'est le premier d'une série consacrée à ce qu'il appelle « La situation extérieure » : « Choses d'Italie », « La diplomatie des radicaux anglais », « La Maison d'Autriche », etc. « On se livre à des jeux dangereux », écrit Mauss en mars 1914. Et face à l'incertitude, il refuse la tentation du désespoir : « La paix est peut-être plus proche qu'on le croit² », écrit-il. Il faut de la patience et de la prudence. Tout dépend, croit-il, des organisations socialistes et de leur capacité à développer un véritable internationalisme. Illusion ?

L'assassinat de Jaurès change tout. Il aurait pu, pense Mauss, « sauver et son pays et notre idéal en même temps³ ». À l'heure de la mobilisation générale, Mauss, récemment nommé directeur adjoint à l'École pratique des hautes études, est de ceux qui veulent « partir » : il s'engage le 3 septembre 1914 comme volontaire pour la durée de la guerre et il devient interprète, d'abord auprès d'une unité combattante, la 27^e division britannique, puis auprès de la V^e Australian Division (Australian Imperial Force). La guerre est plus longue, plus meurtrière que prévu. Les « mauvaises nouvelles » sont nombreuses : Maxime David, Antoine Bianconi, Jean Reynier, Robert Hertz, André Durkheim. Tant de collaborateurs, d'amis, de parents disparaissent alors...

1. Fondée en 1893 et dirigée par le directeur de la Société française d'imprimerie et de librairie, Henri Baudéan, la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur* passe pour l'organe de la Fédération des amicales d'instituteurs : il s'agit à la fois d'une « revue corporative » à fins syndicales, d'une « revue scolaire » à fins professionnelles, et d'une « revue sociale ». Longtemps dominée par un militant actif de la Libre Pensée, Émile Chauvelon, la revue se rapproche progressivement du mouvement socialiste : elle se définit elle-même, en 1905, comme « une revue socialiste de l'enseignement ». Jusqu'en juillet 1905, Gustave Hervé y tient la chronique des « Questions extérieures ». Son départ correspond à l'arrivée de Jaurès, chargé de la rubrique « La Question du jour », une sorte d'éditorial qui lui permet d'être « en communication directe avec les instituteurs », ces « éducateurs du peuple » dont les intérêts lui ont toujours paru « indivisibles des intérêts de la nation ». De 1905 jusqu'à sa mort, Jaurès rédige pour la revue un article tous les quinze jours, puis un toutes les trois semaines, en alternance avec Eugène Fournière puis Marcel Sembat.

2. Marcel Mauss, « Le conflit franco-allemand », texte manuscrit (mars 1914), p. 8 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

3. Marcel Mauss, « Conseils de Jean Jaurès pour une Révolution russe », *op. cit.*, p. 2.

De loin, Mauss observe d'un œil anxieux la politique française, celle de son parti en particulier. Comment comprendre ce qui se passe ? Profitant des « longs loisirs et des heures de solitude morale » dont il jouit après les pires moments, le sociologue-soldat entreprend la rédaction d'un ouvrage qu'il intitule « De la politique » et dont le plan, rapidement esquissé, doit comprendre les parties suivantes : 1) la civilisation (extension du commerce, technologie, religion, langue, etc.), 2) les phénomènes morphologiques (migrations, colonies, voies de communication) et les phénomènes de société (guerres, colonisation)¹. Mauss pense-t-il déjà à son ouvrage sur la nation ?

Le savant et le politique

Au lendemain de la guerre, Mauss a le sentiment de vivre à une époque exceptionnelle tant pour la sociologie que pour la pensée politique : « Jamais, écrit-il, période ne fut plus féconde en idées, en recherches nouvelles, en observations exactes, en propositions précises, en tactiques et en organisations modernes². » Et jamais période ne sera plus féconde pour lui : entre 1920 et 1925, il publie non seulement dans *Le Populaire*, devenu quotidien (il est membre de son conseil d'administration et de direction), plus de 40 articles, mais il collabore aussi régulièrement à *La Vie socialiste* (32 articles) et à *L'Action coopérative* (24 articles).

Qu'il s'agisse de la coopération, du bolchevisme ou de la nation, presque tous ses écrits de l'époque ont à voir, note Mauss lui-même, avec son « grand ouvrage » sur la nation, qu'il considère en 1930 « à peu près complet en manuscrit³ ». De ce travail n'est publiée qu'une simple communication, « The Problem of Nationality », qu'il présente au Congrès de philosophie organisé à Oxford à l'automne 1920. Son

1. Marcel Mauss, « De la politique », s.d., 26 p. (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France). Non daté, le manuscrit est illisible du fait de l'écriture de l'auteur et du mauvais état de sa conservation.

2. Marcel Mauss, « Lettre de l'étranger. Un livre de Webb », *L'Action coopérative*, 30 octobre 1920, p. 1.

3. Marcel Mauss, « L'œuvre de Mauss par lui-même », *op. cit.*, p. 220.

exposé, relativement court, comporte deux parties : définition de la nation, puis analyse d'une attitude idéale, l'internationalisme (qu'il distingue du cosmopolitisme)¹. Le fragment de l'ouvrage sur la nation que publiera Henri Lévy-Bruhl en 1956 présente la même structure et comporte en outre une discussion des notions de nation et de nationalité².

Au moment où le principe des nationalités triomphe, tout concourt à faire de la « vie des nations » un objet de réflexion. De la fin de 1919 au début de 1920, Mauss commence à rédiger les premiers chapitres de son travail. Pourtant, tout porte à croire qu'il s'y reprend à plusieurs fois jusqu'au début des années 1930. Et l'ouvrage demeurera inachevé : certaines parties sont, comme le notera Henri Lévy-Bruhl, « insuffisamment élaborées³ », et les références bibliographiques sont rares. Une sorte de premier jet. Mauss se montre lui-même prudent : « Nous sommes assez mal outillés pour l'étude qui va suivre (et qui porte sur la paix et la guerre). » Il voudrait aussi, « chose capitale pour les sociologues », réunir « des chiffres, des dates, des lieux⁴ ». Bref, le chantier est considérable.

Lévy-Bruhl a raison d'affirmer : « D'après les fragments qui nous en restent, l'ouvrage eût été monumental⁵. » Mauss se donne comme objectif d'analyser l'ensemble de la réalité économique et politique

1. Marcel Mauss, « The Problem of Nationality », *Proceedings of the Aristotelian Society* (1920), in *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, p. 626.

2. Marcel Mauss, « La nation » (1920), in *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, pp. 573-625.

3. Henri Lévy-Bruhl, « Présentation », in Marcel Mauss, *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, p. 572.

4. Marcel Mauss, « Les idées socialistes. Le principe de la nationalisation », p. 28 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

5. Henri Lévy-Bruhl, « Présentation », *op. cit.*, p. 572. Outre le fragment qui sera publié par les soins de son ami Henri Lévy-Bruhl et qui s'intitule tout simplement « Introduction », les textes suivants ont été écrits : « Phénomènes morphologiques » (21 p.), « Les phénomènes idéaux » (35 p.), « Chapitre II - Les idées socialistes. Le principe de la nationalisation » (32 p.), et « Chapitre III - Les faits » (112 p.), dont une partie est consacrée aux « Faits économiques » et l'autre au « Mouvement économique d'en bas ».

(avant et après la Première Guerre)¹ et d'étudier les deux grands mouvements qui traversent les sociétés contemporaines, à savoir le nationalisme et le socialisme. Le titre du livre aurait pu être « La nation et le sens du social. Le socialisme ». Étude du « problème des nationalités », d'un côté, et, de l'autre, réflexion sur le socialisme : voilà donc, selon Mauss, les deux volets de toute analyse globale des sociétés contemporaines. Les idées qu'il développe complètent celles qu'il a présentées dans « The Problem of Nationality » et qu'on retrouve dans « La nation » (1920)².

Qu'est-ce qu'une nation ? Afin de clarifier la question, Mauss fait d'abord un peu d'histoire des idées et esquisse une histoire générale de l'organisation politique des sociétés. La perspective est évolutionniste : les nations, surtout les grandes, apparaissent comme « de belles fleurs, mais encore rares et fragiles, de la civilisation et du progrès humain³ ». Une nation n'existe que lorsque les critères sont satisfaits : un pouvoir central stable, un système de législation et d'administration, une codification des droits et des devoirs du citoyen, et des droits et des devoirs de la patrie⁴.

Comme le note Dominique Schnapper⁵, Mauss fonde par là-même l'idée de citoyenneté, de communauté des citoyens : le corps politique souverain, c'est « la totalité des citoyens ». L'intégration sociale et poli-

1. L'intention de Mauss est d'étudier tout à la fois : 1) les faits économiques proprement dits (industries d'État, organisation sociale des capitalistes, trusts, cartels, etc.) ; 2) le « mouvement politique et économique venant d'en haut » (législation pour réduire l'anarchie capitaliste, contrôle des trusts, protection des travailleurs) ; enfin 3) le « mouvement politico-économique venant d'en bas, de la masse des citoyens » (coopératives, syndicats, mutuelles, partis populaires, pressions de l'opinion publique) (Marcel Mauss, « Les faits », texte dactylographié, s.d., pp. 1-2, Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

2. Le texte intitulé « Les phénomènes morphologiques » constitue vraisemblablement la suite au texte sur « La nation » (1956). Plusieurs pages sont consacrées à l'étude des moyens de communication, anciens et nouveaux, des populations nomades. De ce texte, il existe deux versions, l'une manuscrite et l'autre dactylographiée (paginée de 29 à 50). (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France.)

3. Marcel Mauss, « The Problem of Nationality », *op. cit.*, p. 627.

4. Marcel Mauss, « La nation », *op. cit.*, p. XIV.

5. Dominique Schnapper, *La Communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 42-43.

tique devient telle qu'il n'existe pour ainsi dire pas d'intermédiaire entre la nation et le citoyen. L'idée de nation s'oppose donc à toute forme de multiculturalisme : l'Italien ou le Juif transplanté à New York, pour ne prendre qu'un exemple, devient un citoyen américain et, en moins d'une génération, il s'assimile et acquiert les « caractéristiques fondamentales de la race américaine ».

La dimension culturelle est évidemment importante, mais ni la race ni la culture ne fondent la nation : celle-ci est au contraire le résultat d'un processus de « nationalisation de la pensée » et aussi, comme on le voit avec l'instruction obligatoire, d'une « formation consciente des caractères nationaux ». Mauss accorde, un peu à la manière de Renan, une grande importance à la dimension spirituelle : il faut en effet qu'en plus de l'unité politique, juridique et économique s'affirme une « volonté générale, consciente, constante ». Le « phénomène sociologique considérable » des temps modernes, explique-t-il, est la constitution de nombreuses « individualités nationales » : une nation croit à sa langue, elle croit aussi à « sa civilisation, à ses mœurs, ses arts industriels et ses beaux-arts¹ ». À un point tel qu'elle a le « fétichisme [...] de son caractère » et, presque toujours, l'« illusion d'être la première² »...

Militant socialiste, Mauss se méfie évidemment du nationalisme, « générateur de maladie des consciences nationales ». Internationaliste dans l'âme, il a fait sien le slogan : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». Au lendemain de la guerre, il a cependant moins confiance dans l'action des mouvements ouvriers internationaux pour faire régner la paix et le droit, et surtout, il ne croit plus en l'idée d'un homme-citoyen-du-monde, ce produit du cosmopolitisme naïf. Toute morale humaine, pense-t-il, doit s'appuyer sur la réalité de la nation et de l'inter-nation³. Le point de vue relativiste propre à l'ethnologue-sociologue qui observe les différences entre les cultures et les sociétés s'articule à

1. Marcel Mauss, « La nation », *op. cit.*, p. 599.

2. *Ibid.* L'étude de l'« âme d'une nation » relève, selon Mauss, de la psychologie collective proprement dite ou de ce que Durkheim a proposé d'appeler l'ethnologie collective. Il y consacrera plusieurs pages de son essai « Fragment d'un plan de sociologie générale descriptive », *Annales sociologiques* (1934), in *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, p. 349 sq.

3. Marcel Mauss, « The Problem of Nationality » (1920), *op. cit.*, pp. 632-634.

la conception universaliste que l'intellectuel-citoyen se fait de l'humanité.

On comprend que, comme ses amis Edgar Milhaud et Albert Thomas, alors en poste à Genève, Mauss soit de ceux qui, optimistes au lendemain de la signature des traités de paix, croient en l'harmonisation progressive des relations internationales et qui mettent aussi beaucoup d'espoir dans l'organisation de la Société des nations, du Bureau international du travail et de la Cour permanente d'arbitrage et de justice.

Tout concourt à la multiplication des échanges : « Maintenant, l'œcoumène forme un monde¹ », observe Mauss. Mais la mondialisation (ou la « globalisation ») n'est pas pour autant, de son point de vue, la condition de la réalisation immédiate de la paix universelle. « Pas plus qu'il n'est possible de créer et de faire adopter une langue universelle avant qu'il existe une société universelle, pas plus il n'est possible de créer une paix universelle avant qu'il existe une société universelle. » Mauss est à la recherche d'une nouvelle formule qui permettrait d'avancer « de proche en proche en réalisant des sociétés de plus en plus grandes ». C'est alors qu'il explore les notions de fédération et de confédération, et qu'il se risque même à faire une prophétie : « C'est quand il y aura des États-Unis d'Europe qu'il y aura la paix en Europe, quand il y aura des États-Unis du monde qu'il y aura la paix dans le monde². » Mauss ne se fait cependant pas trop d'illusions : il y aura encore, pense-t-il, de la « violence nationale ».

À l'heure de la Révolution russe, une question se pose à tout militant socialiste : comment être internationaliste sans être communiste ? Mauss fait partie du « noyau de résistance » composé d'« anciens mais très intimes amis de Guesde et Jaurès ». Les insinuations et les injures sont fréquentes : on qualifie Mauss et les « vieux militants éprouvés » de social-patriotes, de social-traîtres, on les accuse d'avoir des « vues petites-bourgeoises mesquines », d'être à « la remorque de la bourgeoisie ». Mais Mauss ne s'en laisse pas conter et il entend défendre ses idées et participer pleinement au débat qui oppose socialistes et communistes.

1. Marcel Mauss, « La nation », *op. cit.*, p. 625.

2. Marcel Mauss, « Les phénomènes morphologiques », *op. cit.*, p. 49.

À l'exception d'un texte publié dans *L'Humanité*, les articles de Mauss paraissent dans *Le Populaire*, puis dans *La Vie socialiste*, où se retrouvent Marcel Déat, Gustave Rouanet, Jean Texcier et Pierre Renaudel¹. En février 1923, il publie notamment une série d'articles (cinq en tout) « Observations sur la violence »². À la suite de quoi, il décide d'écrire un livre de « forme assez populaire » sur le bolchevisme³. De cet ouvrage inachevé, Mauss ne publiera que des parties : « Appréciation sociologique du bolchevisme » en 1924, et, l'année suivante, « Socialisme et bolchevisme »⁴. La situation politique en Russie vient de changer : après la mort de Lénine (janvier 1924), la bataille de succession va porter Staline au pouvoir absolu. Une nouvelle période s'ouvre : celle du socialisme dans un seul pays.

Qui n'est alors impressionné par la Révolution russe ? Plus d'un se prend de passion pour ce qui se passe dans la « patrie du socialisme » et, comme Boris Souvarine qui quitte alors *Le Populaire* pour servir l'Internationale communiste en France⁵, Mauss lui-même, « séduit », voire « enthousiasmé » par l'organisation des soviets⁶, affirme que la Révo-

1. *La Vie socialiste* est un hebdomadaire de documentation édité par le Groupe d'études et d'entente « La Vie socialiste ». La position du journal, telle que Mauss la présente lui-même, est la suivante : « On trouve dans *La Vie socialiste* ce que ne publie pas *L'Humanité* » ; « *La Vie socialiste* n'est pas bolcheviste car elle est socialiste. » On y lit de nombreuses citations de Jaurès : *L'Armée nouvelle*, *Études socialistes*, etc. On y publie aussi à l'occasion un long texte de Bertrand Russell, « La Russie des Soviets en 1920 » (*La Vie socialiste*, 6 novembre 1920, p. 1).

2. La conclusion de ces « Observations » sera reprise dans *Les Vosges socialistes* que dirige le député Aimé Piton.

3. Outre l'introduction et la conclusion, l'ouvrage devait comprendre cinq parties : I - Dans quelle mesure le bolchevisme a-t-il été une expérience ? Comment le bolchevisme s'est-il emparé de la Révolution russe ? II - Dans quelle mesure le bolchevisme a-t-il été du socialisme ? Bolchevisme et communisme. III - L'échec économique.

4. « Appréciation sociologique du bolchevisme », *Revue de métaphysique et de morale*, 31^e année, n° 1, 1924. « Socialisme et bolchevisme », *op. cit.*

5. François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995, p. 135 sq. Voir aussi Giovanni Busino, « Marcel Mauss, interprète d'un phénomène social total : le bolchevisme », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XXXIV, n° 105, 1996, pp. 75-93.

6. Marcel Mauss, « Socialisme et bolchevisme », *Le Monde slave*, 3^e série, 2^e année, n° 2, février 1925, p. 209.

lution est « une grande chose », à tout le moins « un essai pratique de socialisme¹ ». Il intitule successivement deux de ses articles dans *La Vie socialiste* : « Pour Moscou » et « Pour les bolcheviks ». Une sorte d'éloge des bolcheviks, qui ont su faire preuve « d'audace, de courage, de désintérêt » et qui, tout en remettant en cause les droits acquis, sont parvenus à instaurer un autre mode de vie, à la fois politique et social.

La Révolution d'octobre 1917 acquiert tout de suite le statut d'événement universel inscrit dans la filiation de la Révolution française. Mauss en est lui-même convaincu. Mais, pour lui, la comparaison s'arrête là : en effet, alors que la Révolution française a déployé un « effort constructeur gigantesque » dont la France moderne est encore le « monument », la Révolution russe « se signalera dans l'histoire par la pauvreté de ses idées et de ses réalisations légales et administratives ».

Mauss ne veut « ni proposer la Révolution russe en exemple ni la dresser en épouvantail à moineaux² » ; il cherche plus simplement à réaliser une étude impartiale et vraiment objective d'un phénomène que « nous ne voyons trop souvent qu'à travers nos passions³ », comme le lui écrit Paul Huvelin. Son analyse porte à la fois sur les conditions de possibilité de la Révolution et sur la façon dont elle a été réalisée. On ne peut, explique-t-il, donner sens à cet événement et l'apprécier sociologiquement que si l'on prend en compte à la fois le poids de l'histoire et des structures d'un côté, la volonté des acteurs de l'autre. Et de ce double point de vue, qui est celui du sociologue et de l'analyste politique, la Révolution russe apparaît comme un double échec : réalisée dans les plus mauvaises conditions par une sorte de « fatalité naturelle », cette « gigantesque convulsion sociale » n'est en rien le produit de la volonté d'un peuple, l'expression de son choix.

La critique du bolchevisme n'est pas nouvelle. Rosa Luxemburg, en prison dès 1917, a suivi avec inquiétude les événements russes. Karl Kautsky, le pape de la II^e Internationale, a consacré en 1918 et 1919

1. Marcel Mauss, « Pour Moscou », *La Vie socialiste*, 15 janvier 1921, p. 2. « Pour les bolcheviks », *La Vie socialiste*, 30 avril 1921, p. 3.

2. Marcel Mauss, *op. cit.*, p. 128.

3. Lettre de Paul Huvelin à Marcel Mauss, 24 avril 1924 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

deux longs essais critiques à la Révolution russe : *La Dictature du prolétariat* et *Terrorisme et communisme*. En France, Albert Thomas, féroce défenseur du réformisme, a publié en 1919 une brochure intitulée *Bolchevisme ou socialisme* dans laquelle il refuse de reconnaître au bolchevisme un caractère révolutionnaire et socialiste. Cherchant à se démarquer du communisme, Léon Blum, lui aussi, a dénoncé, un peu à la manière de Rosa Luxemburg et d'un point de vue marxiste, le caractère utopique du bolchevisme.

Pourquoi la Russie a-t-elle été emportée par une « sorte de folie obsessionnelle » ? Pour Mauss, comme pour d'autres observateurs européens, la réponse est simple : ce pays encore « arriéré, pauvre et malheureux » n'était pas « fort et mûr pour le socialisme ». Le bolchevisme, tout comme d'ailleurs le fascisme, témoigne en fait de la « régression » des sociétés modernes : un tel épisode politique dans la vie d'un peuple n'est possible que lorsque celui-ci est « inéduqué politiquement¹ », sans éducation civique, et qu'il laisse tout l'espace politique aux seules « minorités agissantes² ».

Mauss porte finalement un jugement sévère sur les bolcheviks : ce sont de mauvais administrateurs et de mauvais législateurs, et ils ont commis plusieurs fautes. Mais il n'est pas question pour lui de rire du malheur du peuple russe. Il espère bien au contraire que la Révolution russe connaîtra « une période de reconstruction, de renaissance qui sera sans doute pleine de gloire et de joie³ ».

De son point de vue, un régime socialiste n'a de chance de « s'établir et de durer que dans des nations où il jouira de la sympathie active des masses les plus importantes de la société ». Le véritable changement, c'est-à-dire l'adoption d'« un autre système de vie, à la fois politique et social », ne peut pas s'opérer contre la « volonté générale » des citoyens, contre les majorités ; il ne peut non plus se faire dans la violence. La grande erreur des bolcheviks a été, selon Mauss, le fétichisme

1. Marcel Mauss, « III. La violence bolchevik. Bilan de la terreur. Son échec », *La Vie socialiste*, 17 février 1923, p. 2.

2. Marcel Mauss, « Réflexions sur la violence. Fascisme et bolchevisme », *La Vie socialiste*, 3 février 1923, p. 1.

3. Marcel Mauss, « III. La violence bolchevik. Bilan de la terreur. Son échec », *op. cit.*, p. 1.

politique : ils ont cru qu'une minorité pouvait imposer un nouveau système politique et économique et construire une nouvelle société « à coups de décrets, à coups de violence ». Des « sociologues naïfs », en quelque sorte... Qui veut réformer une société doit au contraire respecter un certain nombre de choses : d'abord reconnaître la « nature échangiste de l'homme » et ne chercher ni à éliminer le marché ni à faire disparaître la liberté commerciale et industrielle qui l'accompagne ; reconnaître ensuite le caractère mixte de toute économie moderne où se mélangent « du capitalisme, de l'étatisme, du socialisme administratif, des collectivités libres et de l'individualisme » ; enfin, éviter d'opposer liberté et contrôle collectif et renoncer à faire disparaître toute forme de vie associative, le plus souvent assurée par de précieuses institutions comme les groupes professionnels, les coopératives, etc.

Ce sont là les éléments d'une théorie de la transition démocratique, qui met l'accent à la fois sur les pré-conditions structurelles du changement (haut niveau de développement économique, un certain degré d'instruction) et sur les dynamiques sociales grâce auxquelles les institutions démocratiques peuvent s'enraciner. L'émergence et la consolidation de ce qu'il est convenu d'appeler la « société civile » apparaissent donc comme une condition de la mise en marche de la démocratie. Autant de leçons de sociologie auxquelles se mêlent, reconnaît Mauss lui-même, quelques considérations morales, une morale, explique-t-il, faite de « douceur et de légalisme ». Le sociologue prend en effet le risque de « passer pour vieux jeu et diseur de lieux communs » en revenant aux anciens concepts grecs et latins de charité, d'amitié et de communauté. Mais c'est là, pense-t-il, l'essence de la Cité¹.

Que faire ? La critique ne vaut, pour Mauss, que si elle est constructive et permet l'élaboration d'idées nouvelles. On ne peut tenir le capitalisme pour responsable de tous les maux de la société ni rêver d'un Eldorado auquel donnerait accès la révolution politique. Finies les « grandes théories de la Révolution à grand orchestre » ! À la poubelle les « vieilles formules » à la Marx et à la Proudhon ! Seul Saint-Simon, « le premier messie socialiste », est épargné. Désormais, le socialisme

1. Marcel Mauss, « Appréciation sociologique du bolchevisme », *op. cit.*, p. 116.

n'intéresse plus Mauss que lorsqu'il se fait « constructeur et positif » et qu'il propose des réformes immédiates.

Mauss garde une grande méfiance à l'égard des « cercles étroits de militants parisiens » où l'« on supplée à l'incapacité réalisatrice par la violence des passions et le choc des mots ». C'est son côté provincial, et il le cultive : « Un bon bain sédatif de vie provinciale », voilà ce qu'il faudrait, écrit-il, pour ramener ses amis parisiens au « sens du terre à terre », au bon sens pratique, au sens des réalités. Mauss aime bien retourner régulièrement dans sa région d'origine, les Vosges, pour « se retremper au contact des régions natales¹ ».

Après comme avant la guerre, le champ d'action que privilégie Mauss est la coopération. Sa conviction n'a pas changé : la coopérative de consommation est un bon moyen pour réformer le régime de la consommation, de la production et de la propriété. Il en veut pour preuve la réussite des Pionniers de Rochdale : administration démocratique, recherche non pas du profit mais du plus bas prix de revient. En France, la coopération connaît après la guerre un rapide développement et acquiert ses lettres de noblesse avec la création au Collège de France d'une chaire affectée à l'enseignement de ses principes et modes de fonctionnement², mais elle demeure fragile : manque d'information du grand public, absence de formation des membres.

Mauss accepte, à partir de janvier 1920, d'écrire régulièrement dans *L'Action coopérative*, et, jusqu'en 1925, il demeure membre de l'office technique de la Fédération nationale des coopératives de consommation (F.N.C.C.). Il signe aussi le « Manifeste coopératif » et apporte son concours à la nouvelle *Revue des études coopératives*, dont le premier numéro paraît en octobre-décembre 1921. Il y publie un long article sur la « Nécessité d'un département statistique à la Fédération nationale des coopératives de consommation³ ».

1. Marcel Mauss, « Le socialisme de province », *La Vie socialiste*, 23 avril 1921, p. 2.

2. Le premier titulaire de la nouvelle chaire est Charles Gide. Conscient de l'« importance du fait », Mauss s'en félicite (Marcel Mauss, « La chaire de la coopération au Collège de France », *L'Action coopérative*, 11 décembre 1920, p. 1).

3. *Revue des études coopératives*, première année, n° 4, octobre 1922, pp. 413-426.

Mauss devient alors un des leaders du mouvement coopératif en France¹. « Encourager l'ouvrier à la prévoyance », « lui créer un peu de sécurité » et « lui donner en quelque sorte l'avant-goût de tous les avantages que pourra lui donner la société future² », tels sont les objectifs de son engagement. Mauss demeure un coopérateur socialiste et il espère que les coopératives, ces véritables « laboratoires d'expérimentation sociale » selon l'expression de Jaurès, pourront contribuer à la nécessaire « reconstitution sociale ». Car tout ne doit pas être réduit au commerce et à la finance : il faut, explique-t-il, fixer à la coopération des buts sociaux, des buts de solidarité sociale, et cela tant au plan local (voisinage) que national.

Votre position est erronée, lui disent certains. Mauss ne s'en soucie guère : « Je resterai, confie-t-il, impénitent dans mon erreur³. » Son entêtement s'explique par son parti pris, maintes fois affirmé, pour les pratiques collectives : « La pratique, peut-on dire, a toujours été en avance sur la théorie⁴. » Dans sa brève histoire du socialisme, Mauss accorde d'ailleurs peu de place aux doctrines, aux « systèmes des penseurs⁵ » comme il dit : « Ce ne sont que des idées. » Son attention se porte plus volontiers sur l'action – souvent « à tâtons, aveuglement, empiriquement » – des groupes d'individus et des petites associations. Il y découvre tout un « trésor de dévouement » : « Rien ne donne plus, s'exclame-t-il, l'impression des possibilités illimitées qu'implique l'effort collectif et celui de la liberté laissée à cet effort. Car ce sont des

1. Contrairement à ce que dit Henri Desroche dans « Marcel Mauss, "citoyen" et "camarade" », *Revue française de sociologie*, vol. XX, n° 1, janvier-mars 1979, p. 271.

2. « Rapport sur les relations internationales », *Premier Congrès national et international des coopératives socialistes*, *op. cit.*, p. 153.

3. Marcel Mauss, « Note préliminaire sur le mouvement coopératif et spécialement le mouvement coopératif de consommation, plus spécialement sur le mouvement coopératif français », *op. cit.*, p. 7.

4. Marcel Mauss, « Les idées socialistes. Le principe de la nationalisation », *op. cit.*, p. 7.

5. Contrairement à Durkheim, qui, dans *Le Socialisme* (1928), s'intéresse d'abord aux doctrines. Dans son introduction, Mauss, responsable de la publication de ces leçons, écrit toutefois : « Enfin, l'opinion critique ou historique de Durkheim (par exemple sur l'origine de la sociologie) a sans doute, en elle-même, un intérêt philosophique, et vaut peut-être un fait » (p. 30).

inventions sans nombre, et des actions sans nombre que ces initiatives suscitent¹. »

Mauss n'hésite pas à comparer ces mouvements de démocratie profonde aux débuts grandioses et modestes des grandes religions : esprit de sacrifice, recherche des idées, violence des passions. La seule différence est qu'en ces matières on se sacrifie non pas au nom d'une puissance divine mais dans l'intérêt d'autrui ; il ne fait cependant pas de doute qu'à ses yeux il s'agit d'une sorte de « religion de l'homme pour l'homme », comme en ont rêvé Saint-Simon, Comte et Enfantin².

« Socialiste sans doctrines », Mauss est à la recherche de nouvelles formes de socialisme qui permettraient, au sein même de la société capitaliste, à la fois de réduire les inégalités (par exemple celles qui sont induites par l'héritage), de défendre « le droit au travail et le droit du travail », d'assurer une redistribution de la richesse, d'étendre la démocratie au monde de l'économie, et enfin d'édifier une « propriété nationale ». Vaste programme. Tout cela relève de ce que Mauss appelle « le mouvement économique et politique venant d'en haut : la prise de conscience et la direction des services économiques de la nation³ ».

La « lumière » ne viendra pas de la Russie, comme l'auraient voulu les Cachin et les Frossard, mais de l'autre côté de la Manche. Or, Mauss connaît bien l'Angleterre et il apprécie ce qu'il appelle l'esprit britannique : refus des conceptions idéalistes et utopiques, méfiance à l'égard de la théorie. Cet enthousiasme est rare à l'époque : l'anglophilie a cessé d'être une référence dans la vie politique française. Parmi les intellectuels et les universitaires de la génération de Mauss, seul Élie Halévy (1870-1937), cofondateur en 1893 avec Xavier Léon de la *Revue de métaphysique et de morale*, voue une véritable passion pour l'Angleterre, dont il sera l'historien des idées⁴.

1. Marcel Mauss, « Les faits », p. 93 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

2. *Ibid.*, p. 94.

3. Marcel Mauss, « Les faits », *op. cit.*, ch. III, p. 1.

4. François Furet, « Préface », in Élie Halévy, *Correspondance (1891-1937)*, Paris, Éditions de Fallois, 1996, pp. 11-54. Halévy s'intéresse au socialisme, même s'il n'est pas socialiste et qu'il se méfie du goût qu'a Jaurès pour les belles phrases.

Lorsque à l'automne 1920 Mauss se rend en Angleterre, il est à l'affût d'idées nouvelles. Or, il y découvre une classe ouvrière « plus prospère que jamais » et des mieux organisées autour de ses syndicats, de son organisation politique, le Labour Party, qui multiplie enquêtes et statistiques. Tout cela paraît, aux yeux de l'observateur français, « mille fois plus révolutionnaire » que les idées et les actions de tous les « lunatiques du monde¹ ».

Mauss n'a jamais caché son admiration pour les fabiens et les socialistes de la Guilde. Il se sent aussi très proche de Sidney et Béatrice Webb, devenus ses amis. La « Constitution pour la République socialiste de la Grande-Bretagne » que proposent ces deux théoriciens du mouvement coopératif, syndical et social comprend tout un ensemble de réformes : création de deux parlements, l'un politique, l'autre économique ou social, décentralisation, contrôle direct des élus, nationalisation, municipalisation, association des consommateurs. Une révolution ? Plus exactement, selon l'expression de Mauss, un « changement total de la société », une « reconstruction² ».

Mauss se réclame, comme son ami le juriste Emmanuel Lévy, d'un socialisme juridique : le changement passe par une « immense et puissante législation » susceptible de réduire l'anarchie capitaliste, de contrôler les trusts, de protéger les travailleurs. Son projet ressemble à s'y méprendre à un programme social-démocrate qui chercherait à fonder l'État-Providence.

Dans son fameux « Essai sur le don », qui paraît en 1925 dans *L'Année sociologique*, Mauss ne limite pas son analyse aux seules sociétés archaïques mais étend en conclusion ses observations sur les systèmes d'échange à nos sociétés. Revenons « à de l'archaïque », réinventons des mœurs de « dépense noble », retrouvons « la joie de donner en public, le plaisir de la dépense artistique généreuse, celui de l'hospitalité et de la fête privée et publique », s'exclame-t-il. Ethnologie et politique se rejoignent alors.

1. Marcel Mauss, « Dans la lune », *La Vie socialiste*, 30 octobre 1920, p. 2.

2. Marcel Mauss, « Théorie. Formes nouvelles du socialisme », *La Vie socialiste*, 23 octobre 1920, pp. 2-3.

Renvoyant dos à dos individualisme et communisme, Mauss défend dans son essai une « nouvelle morale » fondée sur le respect mutuel et la générosité réciproque, proposant diverses mesures afin d'assurer la redistribution de la richesse amassée : adoption d'une législation d'assurance sociale (contre le chômage, la maladie, la vieillesse), création de caisses d'assistance sociale par les entreprises, mesures pour limiter les fruits de la spéculation et de l'usure, développement de la solidarité coopérative.

La « direction des services économiques de la nation », c'est aussi la nationalisation de certaines entreprises. Les idées de municipalisation et de nationalisation sont alors dans l'air. Professeur d'économie politique à l'université de Genève, Edgar Milhaud, un ami de Mauss, fonde en 1908 *Les Annales de la régie directe* et se fait l'avocat du « socialisme municipal ». Au lendemain de la guerre, on l'a dit, il se retrouve, avec Albert Thomas, à Genève, au Bureau international du travail. À la S.F.I.O., avant la guerre, Jaurès avait développé une conception plus nuancée de l'État : « L'État n'exprime pas, écrivait-il dans *L'Armée nouvelle* (1910), une classe. Il exprime le rapport des classes, je veux dire le rapport de leurs forces. » Dans les congrès socialistes, coopérativistes ou syndicaux, l'idée de nationalisation fait l'objet de premiers débats sérieux. Albert Thomas s'en fait l'apôtre. Tout se passe alors comme si l'on assistait à la résurgence de la doctrine possibiliste de Paul Brousse.

Mauss considère pour sa part la nationalisation comme une des formes possibles de la vie en commun : c'est « la forme la plus récente du socialisme, et celle qui a le plus d'avenir », s'exclame-t-il. Le socialisme n'est autre chose, écrit-il dans son ouvrage sur la nation, que « l'ensemble des idées, des formes et des institutions collectives qui ont pour fonction de régler par la société, socialement, les intérêts collectifs de la nation¹ ». L'équation socialisme + nation = nationalisation résume bien sa pensée, étant entendu que la nationalisation ne doit pas se réduire à la seule « direction consciente de la vie en commun », mais

1. Marcel Mauss, « Les idées socialistes. Le principe de la nationalisation », *op. cit.*, p. 18.

qu'elle doit aussi favoriser le « contrôle ouvrier » et la participation à la gestion de l'industrie.

Le syndicalisme apparaît, aux yeux de Mauss, « plus fort, mieux unifié, mieux organisé, plus ambitieux, plus actif¹ ». Pourquoi ne pas aller plus loin et transformer la démocratie ouvrière en une « vraie démocratie industrielle » ? Pourquoi ne pas donner au citoyen, en tant que producteur, la possibilité de « gérer la totalité de certains processus de production » ? Mauss croit pour sa part que tout est prêt pour la prise en charge de certaines entreprises par de « grandes associations naturelles d'employés ». La meilleure administration des choses est toujours, pense-t-il, « celle des intéressés » eux-mêmes. Le socialisme est donc démocratique ou même autogestionnaire², car il est la rencontre de deux mouvements économiques et politiques, l'un venant d'en haut et l'autre d'en bas.

Il ne s'agit cependant pas de brûler les étapes : le passage au socialisme, la construction d'une « république sociale », a d'autant plus de chances de se réaliser qu'une société se trouve à un stade avancé de vie démocratique (proclamation des droits de l'homme et du citoyen) et de développement économique (capitalisme). En d'autres termes, seules les nations modernes doivent s'engager dans la voie qui les conduit à prendre conscience de leur vie économique et à vouloir la diriger en toute conscience de cause. Et s'il est vrai que le socialisme est à l'op-

1. Mauss dessine à grands traits l'histoire du syndicalisme en Europe : période héroïque de la fondation, avec son « côté moral, sacrificiel », reconnaissance légale, institutionnalisation et croissance, etc. Les principales tendances qui caractérisent le mouvement ouvrier ou syndical au lendemain de la guerre sont, selon lui, les suivantes : 1) d'illicite le syndicat est devenu légal et constitue une « personne morale » dans le plein sens du mot ; 2) il a acquis une « fonction collective » et il signe des contrats qui lient non plus des individus mais des collectivités ; 3) il prend des « allures économiques plus ambitieuses » et devient une « organisation nationale » ; 4) enfin, les syndicats s'agrègent entre eux et forment une « organisation générale de classe », celle de la « classe ouvrière ». La force qu'a acquise le mouvement donne à son action une dimension politique et, parfois, comme en témoigne la grève générale, un caractère révolutionnaire.

2. On peut aussi, comme le fait Jean-Claude Filloux, considérer qu'Émile Durkheim appartient au camp des partisans du socialisme démocratique ou du socialisme autogestionnaire (Jean-Claude Filloux, *Durkheim et le socialisme*, op. cit.).

posé du capitalisme, il ne s'ensuit pas, tient à préciser Mauss, qu'il s'oppose à la propriété individuelle : « Le socialisme c'est le mouvement économique qui édifie une propriété nationale et des propriétés collectives par-dessus, à côté et en dessous des autres formes de propriétés et d'économies¹. »

Crise monétaire oblige, Mauss entreprend l'étude d'une autre forme d'intervention « par le haut », la manipulation des monnaies et des crédits. C'est ainsi, aussi surprenant que cela paraisse, qu'il consacre dans *Le Populaire*, « un brave petit journal² », trois séries d'articles aux « changes » : une première du 4 au 21 décembre 1922 (7 articles), une deuxième du 18 janvier au 3 avril 1924 (24 articles) et une troisième (dont un post-scriptum) du 14 avril au 14 mai 1924 (5 articles). Un vrai travail de spécialiste d'économie politique.

La situation financière de la France apparaît, au début des années 1920, fort critique : les gouvernements ne parviennent pas à assurer l'équilibre budgétaire et encore moins la stabilité du franc. Que le franc baisse, et la panique s'empare des milieux politiques. La gauche croit dur comme fer au « mur de l'argent » et accuse les « deux cents familles ». Mauss lit Keynes et Rist, l'auteur de *La Déflation*, consulte des experts et discute avec son ami François Simiand, sociologue et économiste. Il n'a cependant pas la prétention de faire de la « très haute économie ». Son objectif est plutôt de comprendre et d'informer : « Nous aussi nous faisons œuvre objective et nous n'avons au fond qu'une préoccupation : expliquer à nos militants pour qu'ils puissent l'expliquer au peuple français, réuni en ses comices, les causes de sa souffrance, et ce qui fait l'instabilité générale de toute son économie³. »

Étude des faits, mais aussi recherche de remèdes. Mauss prêche le calme et propose tout un ensemble de mesures immédiates : dévaluer le franc et inciter à dévaluer les autres monnaies européennes ; établir un impôt sur les successions et les plus-values ; renoncer à tout emprunt et

1. Marcel Mauss, « Les idées socialistes. Le principe de la nationalisation », op. cit., p. 27.

2. Marcel Mauss, « Les changes. I », *Le Populaire*, 18 janvier 1924, p. 1.

3. Marcel Mauss, « Les changes. L'inflation fiduciaire. Comment le Bloc national maintint puis fit crouler le franc. Accalmie de 1921 », *Le Populaire*, 10 mars 1924, p. 1.

équilibrer les budgets en imposant de « nouveaux sacrifices » (impôts nouveaux, services publics équilibrant leur budget ou dégageant une marge, et surtout réduction des dépenses). « Sans trop comprimer les dépenses civiles, il faudra évidemment, souhaite Mauss, en éliminer toute dépense somptuaire, ou inutile, si minime soit-elle ; il faudra surtout supprimer l'enflure des budgets militaire, naval, colonial, impériaux en un mot¹. » Cette politique correspond à celle que défendent depuis 1920 Léon Blum et son parti : taxation accrue, punition de l'évasion fiscale, équilibre budgétaire.

De son étude sur les changes, Mauss tente de dégager une conclusion générale dont l'idée principale, qu'il emprunte à François Simiand², est la suivante : puisque les grandes révolutions économiques ont été « de nature monétaire », il est possible de faire de la manipulation des monnaies et des crédits « un moyen de révolution sociale », un « moyen sans peine ni douleur³ ». Soucieux de « faire entrer la science dans le socialisme » et de construire un « socialisme positif⁴ », le sociologue-militant devient un expert : il ne suffit pas de poser des questions et de défendre des principes, il faut aussi fournir des réponses et proposer des solutions concrètes.

Voilà un bel exercice de science appliquée. Or, la question du caractère « appliqué ou politique » de la sociologie se pose, pour Mauss, avec d'autant plus d'acuité qu'il vient de fonder en 1925, avec Lucien Lévy-Bruhl et Paul Rivet, l'Institut d'ethnologie de Paris : l'un des objectifs

1. Marcel Mauss, « Les changes. Comment liquider. Comment stabiliser », *Le Populaire*, 13 décembre 1922, p. 2.

2. Dès les années 1910, François Simiand défend l'idée que, dans une économie d'échange complexe, le progrès économique se réalise nécessairement par des déséquilibres monétaires et qu'en conséquence la politique ne doit pas viser à les réduire, mais au contraire à les organiser. (François Simiand, *La Méthode positive en science économique*, Paris, Alcan, 1912, p. 183.) Voir Michel Rosier, « Le monétarisme social », in Lucien Gillard et Michel Rosier (dir.), *François Simiand (1873-1935). Sociologie-Histoire-Économie*, Amsterdam, Éditions des archives contemporaines, 1997, pp. 215-227.

3. Marcel Mauss, « Deuxième conclusion générale. Un moyen de refonte sociale. La manipulation des monnaies », texte dactylographié de dix pages, s.d. [1924], p. 3 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

4. Christophe Prochasson, « Le socialisme », in Lucien Gillard et Michel Rosier (dir.), *François Simiand (1873-1935), op. cit.*, p. 50.

du nouvel institut est en effet précisément de « mettre les résultats de cette science au service de notre politique indigène toutes les fois qu'on le lui demandera¹ ». Mauss s'est aussi, depuis quelques années, beaucoup investi dans l'organisation de l'enseignement et de la recherche en sciences sociales ; il est par ailleurs, avec Charles Rist, professeur à la faculté de droit de Paris, l'un des principaux contacts de la fondation Rockefeller qui se propose de promouvoir, dans une perspective humanitaire, le développement des sciences sociales et de favoriser la mise sur pied d'institutions de recherche.

Le « Père Mauss »

De retour en 1926 d'un court séjour aux États-Unis, où il a pu constater l'importance et la qualité des recherches empiriques, Mauss est plein d'enthousiasme : il voudrait que les chercheurs français abandonnent le « terrain des idées », qu'ils se mettent eux aussi au travail (empirique) et qu'ils multiplient les « descriptions neuves, détaillées, chiffrées² ». Le « simple enregistrement scientifique des faits », la collecte de données statistiques, tel est le devoir social du sociologue.

À ceux qui pourraient être tentés de se servir des statistiques pour donner à l'action politique une « allure non partisane » ou, avec l'aide de la sociologie, de « dicter des lois », Mauss s'oppose catégoriquement par avance. Et il ajoute : « La pratique, elle aussi, a ses privilèges³. » Il n'y a donc aucune raison ni théorique ni pratique qui puisse justifier un

1. Comme le dit Lucien Lévy-Bruhl dans « L'Institut d'ethnologie de l'université de Paris », *Les Annales de l'université de Paris*, mai 1926, p. 206. Fondé en décembre 1925, l'Institut d'ethnologie ouvre ses portes au tout début de 1926. Sa direction est composée de Marcel Mauss, Lucien Lévy-Bruhl et Paul Rivet. Son objectif est de former des ethnologues professionnels, mais aussi de donner des instructions à tous ceux (administrateurs, médecins, missionnaires) qui vivent ou sont destinés à « vivre aux colonies ».

2. Marcel Mauss, « La sociologie en France depuis 1914 », in *La Science française* (1933), in Marcel Mauss, *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, p. 447.

3. Marcel Mauss, « Divisions et proportions des divisions de la sociologie » (1927), in *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, p. 234.

« despotisme de la science¹ ». À chacun son métier... La tâche du sociologue n'est pas de remplacer le politicien : sa « petite contribution à la direction des sociétés actuelles » passe par l'observation des « mouvements nouveaux des sociétés » et par la réalisation d'« études concluantes quant au présent » et d'enquêtes impartiales. En d'autres mots, c'est, conclut Mauss, « l'inconnu qu'il s'agit de dévoiler ». Rien n'est donc plus urgent que de préserver l'autonomie de la recherche et de l'enseignement, de « contribuer à l'organisation de nos sciences² ».

Les années 1930 marquent dans la vie de Mauss comme un apogée avec, d'un côté, l'élection au Collège de France (1930) et, de l'autre, le retour de la gauche au pouvoir (1932), puis le Front populaire (1936) et la formation du gouvernement Blum. Mais, très vite, les difficultés surgissent : une lourde tâche pédagogique et administrative, des problèmes de santé, les divisions au sein de la S.F.I.O. et, en arrière-plan, la montée du fascisme.

Au plan universitaire, Mauss a toujours les mêmes préoccupations : donner aux sciences sociales une orientation plus nettement empiriste et ouverte à la gestion des problèmes sociaux, assurer « l'extension et le développement de la recherche³ ». À l'Institut d'ethnologie de Paris, il participe à la formation de la première génération d'anthropologues professionnels français. L'ethnologie suscite alors beaucoup d'intérêt : exposition coloniale en 1931, expositions au musée d'ethnographie du

1. *Ibid.*, p. 235.

2. Marcel Mauss, « Comme si... » (1927), *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 117-118, mars 1997, pp. 105-106. Ce texte est la partie non publiée de la note de méthode intitulée « Sur l'extension de la sociologie » (*L'Année sociologique*, nouvelle série, 2, 1927, pp. 178-191 (in *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, pp. 283-297).

3. Marcel Mauss, « Note n° 1, Programme d'extension et développement de la recherche », 14 février 1938. (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France.) Il s'agit de la première d'une série de quatre courtes notes probablement destinées au ministre. Pour les sciences sociales, les « mesures urgentes » qu'il identifie sont les suivantes : mise sur pied d'une section des sciences sociales à l'École pratique, création, dans les facultés de lettres et de droit, de « chaires exclusivement de sciences sociales », création de deux chaires de statistiques (l'une en sciences et l'autre en sciences sociales) dans la plupart des universités, création de postes à l'École pratique. Voir aussi Marcel Mauss, « Les sciences sociales à Paris » (1929), in *Revue française de sociologie*, vol. XXVI, n° 2, mars-avril 1985, pp. 343-352.

Trocadéro, mission Dakar-Djibouti. On redécouvre, à cette époque, les « arts indigènes » : ce sont, écrit Mauss, « des arts aussi dignes que les nôtres¹ ». Une belle leçon de relativisme culturel. Trente ans plus tôt, dans sa leçon d'ouverture à l'École pratique, Mauss avait déclaré : « Il n'existe pas de peuples non civilisés. Il n'existe que des peuples de civilisations différentes² ». Promouvoir l'ethnologie, c'est aussi, comme on le voit avec la fondation de l'Institut d'ethnologie de Paris, faire de la politique : une façon différente, plus « intelligente », de participer à l'œuvre coloniale de la France³. Enfin, Mauss souhaite étendre l'ethnologie à l'étude de l'organisation politique⁴ de la guerre et de la paix entre les sociétés⁵.

1. Marcel Mauss, « Les arts indigènes », *Lyon universitaire*, 14, 1931, p. 1.

2. Marcel Mauss, « L'enseignement de l'histoire des religions des peuples non civilisés à l'École des hautes études », *Revue de l'histoire des religions*, 1902, in *Œuvres*, t. 2, *op. cit.*, p. 229.

3. Institution purement scientifique, l'Institut d'ethnologie de Paris a, dès sa fondation en 1925, une double vocation : « Travailler au progrès de la science ethnologique », d'un côté, et, de l'autre, « mettre les résultats de cette science au service de notre politique indigène toutes les fois qu'on le lui demandera » (Lucien Lévy-Bruhl, « L'Institut d'ethnologie de l'université de Paris », *Les Annales de l'université de Paris*, mai 1926, p. 206). La connaissance des populations indigènes apparaît donc comme le seul moyen d'« administrer intelligemment ». Les sociétés primitives ne peuvent être bien administrées, écrit Mauss, que par « des hommes qui les connaissent ». Il y a aussi, dit-il, « urgence d'intervenir » pour sauver des races et des civilisations « sinon de la mort ou de la décrépitude, du moins de l'oubli ». (Marcel Mauss, *Projet de création d'un institut d'ethnologie*, novembre 1923, pp. 1-2, Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France.)

4. Sur les questions de pouvoir et d'autorité, Mauss nous invite au relativisme : « Notre idée – européenne – qu'il ne peut y avoir dans notre société qu'un seul régime politique, une seule organisation du pouvoir, n'est applicable qu'à nos sociétés, et encore plus à leurs théories qu'à leurs pratiques ; elle est encore plus fautive dans toutes les sociétés qui nous entourent, dans les colonies. » (Marcel Mauss, « Fragments d'un plan de sociologie descriptive » (1934), *op. cit.*, p. 326.)

5. Dans ses « Fragments d'un plan de sociologie générale descriptive » (1934), Mauss suggère que l'ethnologie s'attache à l'histoire des civilisations et s'intéresse aux phénomènes de « propagations et d'emprunts », de « contacts et de heurts des civilisations ». Mauss élargit aussi l'ethnologie des sociétés archaïques à l'étude des « phénomènes généraux de la vie sociale extérieure » et en particulier de la paix et de la guerre : organisation de la société des hommes, organisation militaire ; techniques de la guerre, armes ; rituels de la guerre ; organisation de la paix, échange de femmes, de biens, etc.

« Patriarche non conformiste », selon l'expression de Jacques Soustelle¹, Mauss devient, pour ses étudiants, une sorte de gourou. Le « Père Mauss », c'est ainsi que certains le surnomment. Ses nombreux enseignements, ses responsabilités administratives – dont la présidence de la section des sciences religieuses à l'École pratique en 1938 –, la publication des *Annales sociologiques* (1934) mais aussi le travail que requiert l'édition des livres de son ami Henri Hubert sur les Celtes et sur les Germains² lui prennent beaucoup de temps. Ses propres travaux demeurent dispersés et prennent souvent la forme d'interventions brèves et fragmentaires. Entre 1930 et 1940, il publie ainsi en moyenne rarement plus d'un texte par an : « La cohésion sociale dans les sociétés polysegmentaires » (1931), « La sociologie en France depuis 1914 » (1933), « Fragments d'un plan de sociologie générale descriptive » (1934), « Les techniques du corps » (1935), « Une catégorie de l'esprit humain : la notion de personne » (1938), « Conceptions qui ont précédé la notion de matière » (1939).

Les publications politiques se font également plus rares : un article sur « La Chambre future. Dialogue sur un proche avenir » dans *La Vie socialiste* en avril 1932, des hommages à François Simiand et à Lucien Lévy-Bruhl dans *Le Populaire* en avril 1935 et en mars 1939. Mauss a démissionné en août 1929 du conseil d'administration et de la direction du *Populaire*, puis, en 1934, du conseil d'administration de *La Vie socialiste*. Les milieux politiques qu'il fréquente sont devenus, dit-il, « non pas irrespirables, mais sans intérêt³ ».

Lassitude politique ? Le militant veut-il, au moment de son entrée au Collège de France, se placer au-dessus de la mêlée ? L'analyse de sa production (à l'exclusion des comptes rendus) montre pourtant qu'entre

(Marcel Mauss, « Fragments d'un plan de sociologie générale descriptive » (1934), *op. cit.*, pp. 346-347.)

1. Jacques Soustelle, *Les Quatre Soleils. Souvenirs et réflexions d'un ethnologue au Mexique*, Paris, Plon, 1967, p. 16.

2. Henri Hubert, *Les Celtes et l'expansion celtique jusqu'à l'époque de Tène*, Paris, La Renaissance du livre, 1932. Le livre d'Henri Hubert sur les Germains ne paraîtra dans la collection « L'évolution de l'humanité » d'Albin Michel qu'en 1952.

3. Lettre de Marcel Mauss à « Mon cher ami », 6 novembre 1933 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

1925-1930 et 1930-1935, le savant publie sensiblement le même nombre d'articles scientifiques (une vingtaine, dont plusieurs communications ou brèves interventions) et d'écrits politiques (cinq ou six).

Accaparé par des problèmes personnels – la santé de sa femme, Marthe Dupret, qu'il a épousée en août 1934 –, Mauss consacre, il est vrai, moins de temps à l'action politique. Mais il n'y renonce pas pour autant : il a participé à la grande manifestation unitaire du 12 février 1934 organisée par la C.G.T. pour protester contre l'action des organisations d'extrême droite ; depuis 1932, il est membre du comité central de l'Alliance israélite universelle dont Sylvain Lévi, son ancien professeur, son « second oncle », son ami, est président depuis 1920. « Je l'avais suivi, écrira-t-il pour se justifier, partie par sympathie pour une œuvre très belle, [...] mais surtout pour lui, pour l'aider [...] ».

Au sein de la S.F.I.O., les tensions sont alors très fortes : le parti est divisé entre, d'un côté, une gauche minoritaire (Alexandre Bracke, Jean Zyromski, Jean-Baptiste Lebas) qui multiplie les professions de foi révolutionnaires et, de l'autre une droite (Pierre Renaudel, Vincent Auriol et Joseph Paul-Boncour) qui considère que le parti, formation réformiste, doit accepter les responsabilités du pouvoir. Une volonté de renouvellement doctrinal s'affirme : pour faire face aux nouvelles réalités économiques et sociales, on veut trouver des voies nouvelles.

Élu en 1932 contre Jacques Duclos dans le XX^e arrondissement, Marcel Déat, un brillant intellectuel formé à l'École normale, prend la tête des « révisionnistes » et définit de nouvelles « perspectives socialistes » : il défend un socialisme pragmatique, soucieux d'efficacité, et entend associer à l'action politique l'ensemble des exploités, y compris les classes moyennes. Son mot d'ordre : « Ne pas se couper des classes moyennes, ne pas se couper de la démocratie, ne pas se couper

1. Marcel Mauss, « Sylvain Lévi » (1935), in *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, p. 142. Mauss collaborera aussi avec le groupe israélite de coordination et de protection assurant la venue de chercheurs étrangers en France. Dans les *Cahiers de l'AIU* (février-mars 1950), paraîtra la notice nécrologique suivante : « Membre du Comité central, M. Marcel Mauss a, pendant de nombreuses années, participé très activement aux travaux de notre comité où ses interventions ont toujours été très remarquées. Depuis la Libération, son état de santé ne lui avait pas permis d'assister aux séances de ce comité central. »

de la nation. » Déat respecte le chef du parti, Léon Blum, mais ne le croit pas capable de le sauver du désastre qui s'annonce. La rupture est dès lors inévitable : en juillet 1933, les néos (28 députés et 7 sénateurs) quittent la S.F.I.O. pour former le Parti socialiste de France.

Parmi les dissidents, rangés autour de *La Vie socialiste*, se trouvent les amis de Mauss, et parmi eux Pierre Renaudel et Marcel Déat qui le sollicitent pour qu'il vienne assister à la réunion constitutive d'un nouveau groupe dans le V^e arrondissement. Que faire ? Mauss est « de cœur et d'esprit » avec Renaudel, il manifeste sa « sympathie personnelle » pour Déat et envoie une « modeste cotisation » au nouveau groupe, mais, « par discipline », il décide de rester avec le parti qu'il a, dit-il, « contribué deux fois à fonder¹ ». On ne quitte pas la « vieille maison ». Sans compter que la tradition à laquelle il appartient est issue de Jaurès : « Si le socialisme doit dépasser le point de vue de classe, il n'y a, écrit-il à Déat, que la classe ouvrière comme telle qui soit capable de cet effort². »

Mauss, on l'aura compris, est loin d'être indifférent à la problématique que développent ceux qui veulent renouveler la doctrine socialiste et qui, comme Déat, cherchent alors à concilier nationalisme, socialisme et pacifisme. Les thèmes de la nation, de la paix, de la démocratie, de l'Europe et du socialisme sont en effet au cœur de ses analyses. Et puis il y a l'esprit des années 1930 : tout le monde ou presque parle de plans, de nationalisations. Pourtant, s'il est attentif à la démarche du leader du nouveau Parti socialiste de France et qu'il lui conserve son amitié, tout au moins jusqu'au printemps 1939³, Mauss ne le suit pas : pas plus qu'il n'est convaincu de la thèse de la « montée des classes moyennes », le vieux militant récuse la formule « Ordre, autorité, nation » chère aux néos. Quoi qu'il en soit, l'éclatement de la S.F.I.O. et

1. Lettre de Marcel Mauss à « Mon cher ami », 6 novembre 1933 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

2. Lettre de Marcel Mauss à Marcel Déat, 18 septembre 1935 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

3. Lorsqu'en avril 1939 Marcel Déat parvient à se faufiler entre les candidats S.F.I.O., communiste et radical, et qu'il est élu député d'Angoulême, Mauss lui envoie un mot de félicitations et s'abonne à *La Tribune de France* (Lettre de Marcel Mauss à Marcel Déat, 21 avril 1939).

l'échec de l'aventure de Déat le démoraliseront et l'éloigneront de l'action politique. Son ouvrage sur la nation restera en plan : penser la nation dans une telle conjoncture est devenu impossible¹.

Même s'il est critique à l'égard du programme du Front populaire (« Pain, paix et liberté ») qu'il trouve trop modéré, Mauss demeure solidaire de Léon Blum : ce n'est pas le moment de quitter les rangs, pense-t-il. Et, lorsqu'à la suite d'une campagne fort animée Blum accepte de prendre la responsabilité de former un nouveau gouvernement, Mauss, « naturellement » content du succès du Front populaire, se dit prêt à reprendre sa « vieille place » au sein du parti, où il croit pouvoir être « utile ». Plusieurs de ses « camarades », des membres de l'ancien groupe des *Cahiers du socialiste*, se retrouvent au pouvoir. Mais il n'est pas question pour lui ni de devenir rédacteur ou administrateur du *Populaire* ni de faire partie d'un brain-trust à l'américaine.

Tenu à l'écart, quelque peu contrarié, Mauss entend consacrer son énergie à la réflexion et à l'étude. Son projet immédiat est la transformation des *Cahiers du socialiste*, une simple collection de brochures, en une revue mensuelle : « Ce sera, annonce Mauss, une publication de libre critiqué d'idées et de documentation objective². » Devant l'impossibilité de réunir la somme nécessaire, Mauss et les membres du groupe des *Cahiers* n'ont d'autre choix que de « remettre à plus tard » leur projet.

La grande préoccupation de Mauss depuis le milieu des années 1930, c'est en fait moins la participation des socialistes au pouvoir que les questions relatives à la paix, au désarmement, à la Société des nations³. Avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, son inquiétude croît : l'Allemagne devient une menace pour la paix. Comme plusieurs anciens combattants, il est de ceux qui souhaitent que soit à tout prix évitée une nouvelle guerre : le pacifisme est chez lui un réflexe de militant soucieux d'endiguer la menace nazie.

1. Marcel Fournier, « Mauss et la nation, ou l'œuvre inachevée », *Recherche sociale*, 1995, pp. 19-36.

2. Lettre circulaire signée Marcel Mauss, 22 juin 1936 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France).

3. Marcel Mauss, « La Chambre future. Dialogue sur un proche avenir », *La Vie socialiste*, 30 avril 1932, p. 6.

À l'époque, les pacifistes sont divisés en deux camps : d'un côté, ceux qui, favorables au rapprochement entre l'Allemagne et la France, ne cachent pas leur sympathie pour le régime hitlérien et, de l'autre, ceux qui s'engagent dans la lutte antifasciste. Bien au fait des diverses manifestations d'antisémitisme en Allemagne¹, Mauss se joint pour sa part spontanément au mouvement antifasciste : c'est ainsi qu'il multiplie les démarches pour aider les « victimes de la terreur hitlérienne », adhère au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, participe aux activités du Comité mondial contre la guerre et le fascisme, signe le manifeste « Aux travailleurs », et donne son appui aux étudiants qui organisent, en 1938, une « action universitaire pour la liberté ». Dans le même esprit, il pense, en septembre 1938, au moment de la signature des accords de Munich, que la sauvegarde de la paix doit primer sur toute autre considération et il signe la pétition « Nous ne voulons pas la guerre² ».

Les temps sont troubles : on cherche à réinventer des mythes³. À l'écart de cette fascination communautariste, d'autres font retour au sacré. Le nom de Mauss est ainsi souvent associé à celui du Collège de

1. L'organe de l'Alliance israélite universelle, *Paix et Droit*, publie régulièrement des textes sur l'antisémitisme allemand. En novembre 1932, l'Alliance tient une séance extraordinaire annuelle afin d'analyser la « situation des Juifs dans le monde » : le bilan est « attristant » et suscite une vive inquiétude, surtout à l'égard de la « destinée du judaïsme allemand ».

2. Lancée par André Delmas, secrétaire du Syndicat national des instituteurs, et par Giroux, secrétaire du Syndicat des P.T.T., cette pétition est appuyée par le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et le Centre syndical d'action contre la guerre.

3. On reprochera notamment à Georges Dumézil d'avoir, dans *Mythe et dieux des Germains* (1939), écrit son espoir de voir Hitler « remythifier » l'Allemagne (Carlo Ginzburg, « Mythologie germanique et nazisme. Sur un ancien livre de Georges Dumézil » (1984), in *Mythes, Emblèmes, Traces*, Paris, Flammarion, 1989). Dumézil a été, il est vrai, de *L'Action française*, il a collaboré au journal d'extrême droite *Le Jour* et affiché sa sympathie pour l'Italie fasciste. Mais, pour autant, comme le soulignera Didier Eribon, il a toujours été résolument antinazi (Didier Eribon, *Faut-il brûler Dumézil ?*, Paris, Flammarion, 1992). Mauss juge sévèrement le travail de son élève (« une sale fumisterie »), mais il n'hésite pas, en 1941, à prendre sa défense lorsque celui-ci perd son poste à l'École pratique en raison de son appartenance à une loge maçonnique (Lettre de Marcel Mauss à « Monsieur le ministre » [Jérôme Carcopino], 11 novembre 1941, Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France.)

sociologie. Fondé au début de 1937, ce cercle réunit autour de Georges Bataille des ethnologues (Michel Léiris, Roger Caillois, Anatole Lewitzky) dont Marcel Mauss est le maître. Au Collège, on cherche à fonder une *sociologie sacrée*, dont l'objet serait la « présence active du sacré » dans l'existence sociale. Entre l'enseignement du maître et les conférences dispensées au Collège, la parenté des thématiques est frappante : les uns et les autres se préoccupent de sacré, de pouvoir, de chamanisme, de sociétés secrètes.

C'est tout de même une façon bien singulière de faire de l'ethnologie. Mauss ne participe pour sa part à aucune des manifestations publiques du Collège : il ne prend pas très au sérieux la façon dont on s'y réfère à l'ethnologie et à la sociologie, et se méfie des faux prophètes qui cherchent à s'y alimenter. Agacé par la lecture du livre de Roger Caillois, *Le Mythe et l'homme* (1938), par le « déraillement général », l'« espèce d'irrationalisme » dont son élève est victime, il dénonce l'influence qu'exerce dans les milieux philosophiques parisiens Martin Heidegger, « bergsonien attardé dans l'hitlérisme, légitimant l'hitlérisme entiché d'irrationalisme¹ ».

Mauss observe, en spectateur impuissant et inquiet, l'évolution générale de l'Europe : on assiste à un « retour au primitif », dit-il, et cela ne saurait finir qu'en tragédie. Tout ce qui se passe est, rappelle-t-il à l'un de ses élèves, une « vérification trop forte de choses que nous avons indiquées et la preuve que nous aurions dû attendre cette vérification par le mal plutôt que par le bien² » : la « nouvelle solidarité » que met en valeur le fascisme apparaît « encore pire que les maux auxquels elle prétend remédier³ ».

1. Lettre de Marcel Mauss à Roger Caillois, 22 juin 1938 (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France). Voir Marcel Fournier, « Marcel Mauss et Heidegger », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 84, septembre 1990, p. 87.

2. Lettre de Marcel Mauss à Svend Ranulf, 8 mai 1939 (*Études durkheimiennes*, février 1983, n° 8, p. 3).

3. À la question que Svend Ranulf lui pose (l'éveil du fascisme est-il un événement que Durkheim aurait accueilli comme *a salvation from individualism* ?), Mauss répond : « En toute logique, sans doute. Mais il y a des aspects du fascisme qui vraisemblablement lui seraient parus inacceptables. » (Svend Ranulf, « Methods of Sociology with an Essay : Remarks for the Epistemology of Sociology », *Acta Jutlandica*, Aarhuskrift for Aarhus Universitet, XXVII, 1, 1955, p. 114.)

À l'été 1939, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne. Mauss nourrit l'idée de s'engager à nouveau comme volontaire, mais les décrets refusant « les gens de [son] âge » l'en empêchent et l'obligent à « faire [son] métier »¹. Il entend demeurer à Paris « tant que ce sera raisonnable ». Puis c'est la défaite des armées françaises et l'occupation de Paris par les troupes allemandes. Le gouvernement du maréchal Pétain installé à Vichy prend alors diverses mesures d'épuration. Fin septembre 1940, Mauss décide, « dans l'intérêt de l'École »², de remettre sa démission, demande l'autorisation de quitter son poste de président de la V^e section de l'École pratique, et, le mois suivant, en vertu des instructions du ministère de l'Éducation nationale concernant « la cessation des services des Juifs dans les universités », il donne sa démission de professeur au Collège de France³.

La vie devient difficile pour tous. Des proches et des amis de Mauss se réfugient en zone libre ou partent à l'étranger. Les activités scientifiques sont limitées : trois fascicules seulement des *Annales sociologiques* paraissent en 1940 ; l'Institut d'ethnologie de Paris ne publie, entre 1940 et 1944, que quelques études. Peu enclin à publier « par ces temps », Marcel Mauss se rend à une seule demande, celle de son ami Ignace Meyerson, à qui il fait parvenir une communication intitulée « Les techniques et la technologie⁴ » en vue d'un colloque qu'il a organisé : il y est essentiellement question de la relation entre technique

1. Lettre de Marcel Mauss à « Mon cher ami », 27 novembre 1939. (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France.)

2. Lettre de Marcel Mauss à « Monsieur le ministre », 26 septembre 1940. (Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France.)

3. Un arrêté signé par Jérôme Carcopino le 27 juin 1941 confirme la retraite de Marcel Mauss et ses droits à une pension d'ancienneté à partir du 21 décembre 1940 (Lettre de Jérôme Carcopino, 27 juin 1941. Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France). L'assemblée des professeurs du Collège de France ne discutera qu'en mars 1943 de l'emploi des crédits précédemment affectés à la chaire de sociologie et proposera la création d'une chaire de psychologie collective, qui sera, plus d'un an plus tard, confiée à Maurice Halbwachs, ami et proche collaborateur de Marcel Mauss.

4. Marcel Mauss, « Les techniques et la technologie », communication adressée à la Journée de psychologie et l'histoire du travail et des techniques (Toulouse, 1941), in Ignace Meyerson et al., *Le Travail et les techniques*, numéro spécial du *Journal de psychologie*, 1948, 41, pp. 71-78 (Marcel Mauss, *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, pp. 250-256.)

et science. Que faire face au « démon déchaîné », se demande Mauss ? « Il ne faut, répond-il, ni avoir peur ni parler morale. Il ne faut pas non plus laisser les choses au hasard. L'heure est aux bureaux d'études, et pourquoi pas, au plan, au planisme : c'est plus qu'une mode, c'est une nécessité¹. »

L'état se resserre autour des Juifs. Lorsqu'il le peut, Mauss aide des amis ou des parents en difficulté et il prend la défense de collègues et d'anciens élèves². Il répond aussi aux « appels à tous les Juifs » du Comité de coordination des œuvres de bienfaisance israélites de Paris.

À partir de 1942, la répression s'abat sévèrement. À l'automne, le port de l'étoile jaune devient obligatoire. Mauss se plie avec fierté à cette obligation et il coud lui-même l'étoile sur son manteau. En août, il est expulsé de son appartement du boulevard Jourdan qui a été réquisitionné par un général allemand et s'installe dans un tout petit rez-de-chaussée au 2 de la rue Porto-Riche, dans le XIV^e arrondissement. Il a été vaguement question d'un départ dans le Midi ou dans les environs de Toulon, où sa femme a de la famille. Mais ce « projet de déplacement » apparaît toujours impossible en raison des problèmes de santé de son épouse, et des siens. Il reste donc à Paris. On peut penser qu'il est alors protégé par sa notoriété et ses relations.

Privé de bibliothèque, souffrant de fréquentes pertes de mémoire – des « symptômes du côté Durkheim ; ma grand-mère, ma mère », précise-t-il³ –, Mauss n'est plus en état de travailler : il ne rédige qu'à grand-peine quelques pages du livre qu'il projetait d'écrire sur la technologie. Il écrit aussi quelques courtes notes, d'une page au plus,

1. *Ibid.*, p. 256.

2. Au moment de l'arrestation, en février 1941, d'Anatole Lewitzky et d'Yvonne Oddon, respectivement chercheur et bibliothécaire au musée de l'Homme, Marcel Mauss intervient auprès de Marcel Déat et d'autres membres du gouvernement, probablement auprès de Jérôme Carcopino, pour obtenir leur libération. Ses démarches sont vaines : le 8 janvier 1942, Lewitzky est fusillé avec Boris Vildé et cinq autres compagnons du réseau de résistance du musée de l'Homme.

3. Lettre de Marcel Mauss à Ignace Meyerson, 23 décembre 1942. (Fonds Ignace-Meyerson.) Meyerson est installé à Toulouse où se constitue un réseau d'intellectuels résistants. Tout en publiant un journal clandestin, *L'Armée secrète du Sud-Ouest*, il poursuit ses recherches en psychologie. Il entretiendra une correspondance régulière avec son ami Mauss tout au long de la guerre.

fondées sur des observations dans la rue ou au marché : l'une a pour titre « Note sur les crises », et l'autre « Origines de la bourgeoisie ». Ce sont ses derniers efforts pour « essayer de comprendre la crise sociale immense¹ » que traverse l'Europe.

On ne le lira plus². La guerre et l'occupation ont eu raison de la vigueur et de la vivacité de son esprit. Très affaibli par une bronchite, il « s'éteint doucement³ » le 11 février 1950, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Mauss a laissé, au plan scientifique, une œuvre dispersée et, à certains égards, inachevée, mais d'une richesse indiscutable⁴. Qu'en est-il de son action et de ses écrits politiques ? Intellectuel engagé, il n'a jamais cherché à exercer le pouvoir et n'a donc pas fait de carrière politique à proprement parler. Lorsqu'un jour un jeune ami lui demanda « Pourquoi ne vous présentez-vous pas [aux prochaines élections] ? », il répondit franchement : « Nous autres socialistes n'avons pas besoin de carrières. Vous ne savez pas ce que c'est la joie de l'action du militant. Syndiqués, coopérateurs et membres de notre parti, nous pouvons agir sur nos organisations, créer et faire créer des choses, sans être en vedette⁵. »

C'est là, comme Mauss le reconnaissait lui-même, le point de vue d'un « romantique attardé » : sa « modeste vie », il l'a consacrée

1. Lettre de Marcel Mauss à Ignace Meyerson, 4 juin 1943. (Fonds Ignace-Meyerson.)

2. La dernière intervention de Mauss date de septembre 1944 : il accepte alors de prendre la défense de Georges-Henri Rivière qui, accusé de collaboration, vient d'être suspendu de ses fonctions de conservateur du musée des Arts et Traditions populaires. « J'atteste, écrit-il, que le zèle, la distinction, le désintéressement de G.-H. Rivière sont indiscutables et que j'ai pour lui la plus grande confiance et la plus grande amitié. » (Note de Marcel Mauss, 21 septembre 1944. Fonds Hubert-Mauss, Archives du Collège de France.)

3. Lettre de Marie Mauss à Ignace Meyerson, 12 février 1950, Fonds Ignace-Meyerson.

4. Voir Marcel Fournier, *Marcel Mauss*, *op. cit.*

5. Marcel Mauss, « Réflexions pour la prochaine législature », *La Vie socialiste*, 28 avril 1928, p. 8.

d'abord à son « métier » de savant, puis « à la défense de la République, à celle de [son] pays, et au progrès du socialisme, et à l'organisation solide et constante des travailleurs¹ ». Il a été un intellectuel engagé, sincèrement républicain, patriote et socialiste ; il a été un savant qui a défendu des valeurs universelles et a participé à la vie politique, et un expert qui a mis son savoir au service de la société.

En toute modestie... L'œuvre politique de Mauss comprend de nombreuses observations et de précieuses « appréciations » où se mêlent et s'exaltent « l'ardeur du savant et celle de l'homme politique² ». Mais il ne s'est jamais livré à de grandes prophéties. Tout au plus Mauss s'est-il, ici et là, risqué, toujours avec grande prudence, à quelques prévisions. À ceux qui mettaient trop d'espoir dans la sociologie au point de vue pratique, il prêchait habituellement la patience et la prudence : « Nous savons très peu », disait-il. Et il ajoutait : « Notre premier devoir est d'habituer le public, même fidèle, au sens critique nécessaire³. »

Face à la politique, le sociologue a une autre responsabilité fondamentale : celle d'en faire la théorie. Sauf au moment où il a entrepris la rédaction de son ouvrage sur la nation, jamais Mauss n'a prétendu élaborer seul une telle théorie, et encore moins lui donner un caractère systématique. Face aux problèmes politiques, son objectif, fondamentalement durkheimien, était de faire sentir « à quel degré ces problèmes sont des problèmes sociaux⁴ ». La leçon de sociologie qu'il en tirait était simple : un événement ou un phénomène politique est un fait social, mieux encore un « fait social total », et il met en branle la totalité de la société et de ses institutions. Mauss ne s'est jamais lassé de répéter : « Tout en elle [une société humaine] n'est que relation⁵. »

On comprend dès lors mieux pourquoi la politique ne se limite pas, pour lui, à la vie des partis et s'étend, à travers les syndicats, les coopératives et les diverses organisations de niveau intermédiaire, à l'en-

1. Marcel Mauss, « Avant le congrès. Double question », *op. cit.*, p. 1.

2. Marcel Mauss, « Appréciation sociologique du bolchevisme », *op. cit.*, p. 210.

3. Marcel Mauss, « Note de méthode sur l'extension de la sociologie », *L'Année sociologique*, 1927, in *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, p. 293.

4. Marcel Mauss, « Divisions et proportions des divisions de la sociologie » (1927), in *Œuvres*, t. 3, *op. cit.*, p. 238.

5. *Ibid.*, p. 214.

semble de la vie sociale et économique. Dans cette perspective, il n'y a pas de véritable démocratie sans une vie associative solide et dynamique et sans une morale laïque dont la source et la finalité sont, aurait dit Durkheim, la société elle-même. La démocratie exige donc à la fois la consolidation d'une « société civile » et la mise en forme, pour reprendre l'expression d'Almond et de Verba, d'une « culture civique¹ ».

Mauss, pour sa part, n'a pas hésité à remettre à l'honneur d'anciennes valeurs, comme la charité, et il a proposé une morale fondée sur la solidarité et la réciprocité. Le savant est aussi un citoyen : il ne peut ignorer les grands enjeux sociaux et politiques, et il doit parfois prendre le risque de dire franchement aux sociétés « si elles font bien, pratiquement et idéalement, de continuer d'aller dans telle ou telle direction² ». Mais attention, la sociologie (pas plus que les autres sciences sociales) ne saurait prétendre rendre les hommes plus heureux. Tout au plus, pensait Mauss, est-elle « le moyen principal d'éducation de la société³ ».

Présentation de l'édition

Les *Écrits politiques* de Marcel Mauss constituent en quelque sorte le quatrième tome de ses *Œuvres*. À la suite d'un long travail d'inventaire⁴, nous avons réuni tous les articles, y compris quelques comptes rendus d'ouvrages, que Mauss a publiés entre 1895 et 1939 dans des revues et des journaux politiques (*Le Mouvement socialiste*, *Le Devenir social*, *L'Humanité*, *Le Populaire*, *La Vie socialiste*, etc.).

1. Gabriel Almond et Sydney Verba, *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five European Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

2. Marcel Mauss, « Divisions et proportions des divisions de la sociologie », *op. cit.*, p. 243.

3. *Ibid.*, p. 245.

4. Depuis la publication de la biographie de Marcel Mauss, qui comprend en annexe la bibliographie de ses œuvres, nous avons identifié quelques autres textes qui avaient échappé à notre attention : un article dans *L'Humanité* et deux autres dans *L'Avenir*, parus au lendemain de la guerre.

À cette première catégorie de textes s'ajoutent les articles qui, portant sur des questions politiques d'actualité, de politique de la recherche ou d'intérêt général, ont paru dans des revues savantes, universitaires ou professionnelles (*Revue de métaphysique et de morale*, *Le Monde slave*, *La Revue de Paris*, *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, *Lyon universitaire*, etc.).

Viennent enfin quelques textes manuscrits qui, pour la plupart, ont été retrouvés dans le Fonds Hubert-Mauss aux Archives du Collège de France. La sélection s'est parfois révélée difficile : certains textes ne sont que la version préliminaire d'un article ou l'esquisse d'un projet plus vaste. Tel est le cas de « Les Idées socialistes. Le principe de la nationalisation » qui constitue un chapitre inédit de l'ouvrage sur la nation. Fallait-il tout publier ? Nous avons pris le parti de l'exhaustivité, n'excluant que les textes manuscrits difficilement lisibles ou manifestement incomplets^{1, 2}.

Comment organiser ce volume ? Il était concevable de regrouper les textes par grands thèmes : la coopération, le bolchevisme, les formes nouvelles du socialisme, la nation, etc. Nous avons, à l'organisation thématique, préféré l'ordre chronologique. Le lecteur peut ainsi suivre Mauss à la trace, année par année, et mieux saisir l'impact des événements et de la conjoncture sur l'évolution de sa pensée. Quant au cher-

1. Les mots (ou les passages) peu lisibles sont signalés dans le texte par des crochets [].

2. Cinq textes politiques ont été publiés dans les *Œuvres* aux Éditions de Minuit. Il s'agit de : « La nation » (1920), *L'Année sociologique*, troisième série, 1953-1954, in Marcel Mauss, *Œuvres*, Paris, Éditions de Minuit, 1969, pp. 571-625 ; « The Problem of Nationality », communication à un colloque in *Proceedings of the Aristotelian Society*, 20, Londres, 1920, pp. 242-252, in Marcel Mauss, *Œuvres*, t. 3, Paris, Éditions de Minuit, 1969, pp. 626-634 ; « Les fondements du socialisme », intervention à la suite de la communication de A. Aftalion, « Les fondements du socialisme », in *Bulletin de la société française de philosophie*, février 1924, pp. 8-12 et 13, in *Œuvres*, t. 3, Paris, Éditions de Minuit, 1969, pp. 634-638 ; « La Société des Nations en tant qu'organe général, universel et permanent de la vie internationale », intervention à la suite d'une communication de J. Ray, *Bulletin de l'Institut français de sociologie*, 2, pp. 140-141, in *Œuvres*, t. 3, Paris, Éditions de Minuit, 1969, pp. 638-639 ; « Introduction à Émile Durkheim », *Le Socialisme*, Alcan, p. V-XI, in *Œuvres*, t. 3, Paris, Éditions de Minuit, 1969, pp. 505-509. Nous ne les avons pas repris ici.

cheur, il dispose d'un instrument de travail plus facilement maniable, un index thématique en fin de volume lui permettant d'opérer les coupes transversales de son choix. Les cinq grandes parties, de longueur inégale, au sein desquelles nous avons regroupé les textes, correspondent aux différentes sections de notre introduction : « Premiers engagements » (1896-1903) », « Intellectuel et militant (1904-1912) », « Pacifiste et internationaliste (1913-1914) », « Le savant et le politique (1920-1925) », et « Le "Père Mauss" (1925-1942) ».

Signalons enfin que toutes les notes numérotées en chiffres arabes ont été rédigées par Marcel Mauss lui-même. Celles qui sont appelées par un astérisque ont été rédigées par nos soins afin de *fournir au lecteur* les références bibliographiques d'usage.

Remerciements

La publication des *Écrits politiques* de Marcel Mauss n'aurait pas été possible sans l'aide que nous avons reçue du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada ainsi que du C.N.R.S., de l'École des hautes études en sciences sociales, de la Maison des sciences de l'homme et du Collège de France. Aux différentes étapes de ce long travail d'édition, nous avons pu compter sur la collaboration de plusieurs personnes. Nous tenons ainsi à remercier Dona Evleth pour son patient et minutieux travail de documentation dans diverses archives et bibliothèques, Christine Delangle pour l'établissement de l'inventaire du Fonds Hubert-Mauss aux Archives du Collège de France, Vincent Fournier et Guy Bellavance pour la retranscription de textes manuscrits, et Dominique Colas pour la « découverte » d'un texte de Mauss dans *L'Humanité*. Que soient également remerciés tous ceux qui, par leurs commentaires, nous ont permis de poursuivre et d'approfondir notre réflexion : Maurice Agulhon, Maurice Aymard, Jean-Michel Berthelot, Gérard Berthoud, Philippe Besnard, Maurice Bloch, Luc Boltanski, Pierre Bourdieu, Pierre Bouvier, Giovanni Busino, Christophe Charle, François Chazel, Élisabeth Claverie, Jean-Claude Combessie, André-Marcel D'Ans, Natalie Davis, Jean-Louis Fabiani, Maurice Godelier, Jean Jamin, Victor Karady, Michèle Lamont, Robert Leroux, Steven

Lukes, Carlos Marroquin, Jennifer Mergy, Mariella Pandolfi, Rémy Ponton, W.S.F. Pickering, Nicole Ramognino, Madeleine Rebérioux, Dominique Schnapper, Monique de Saint-Martin.

Nous tenons enfin à exprimer tout particulièrement notre gratitude à Yolande Cohen, pour le soutien qu'elle nous a généreusement apporté au cours de ces nombreuses années de recherche ; à Olivier Bétourné, pour l'audace dont il a fait preuve en acceptant de publier l'intégralité des *Écrits politiques* de Marcel Mauss ; à Céline Geoffroy, pour son attention apportée au suivi éditorial de l'ouvrage ; aux membres de la famille Mauss, pour leur accueil toujours chaleureux et pour leur encouragement à publier les textes politiques de leur oncle, Marcel Mauss.